

DOSSIER ANNUEL

BOVINS LAIT

Année 2018
Perspectives 2019

N° 496
18 €

Économie de l'élevage



Croissance laitière stoppée en 2018. Relancée en 2019 ?

- PRODUCTION ET MARCHÉ FRANÇAIS - Recul de la collecte et de l'excédent commercial
- PRODUCTION ET MARCHÉ EUROPÉEN - L'arrêt de la croissance de la collecte européenne
- INDUSTRIE LAITIÈRE - Principaux événements de l'année 2018
- RÉSULTATS DES EXPLOITATIONS - Des revenus en proie à la hausse des charges

LES DOSSIERS ÉCONOMIE DE L'ÉLEVAGE

sont une publication mensuelle du Département Économie de l'Institut de l'Élevage. Ils traitent de l'analyse des marchés du lait et des viandes, de l'évolution des structures et des résultats des exploitations d'élevage, de perspectives démographiques, territoriales ou de filières... en France, en UE ou dans les principaux pays concurrents ou partenaires.

RÉDACTEURS :

Département Économie de l'Élevage de l'Institut de l'Élevage : BARON Benoît, CHAUMET Jean-Marc, CHOTTEAU Philippe, FUCHEY Hélène, PECHUZAL Yannick, PERROT Christophe, PETON Gaïd, RUBIN Benoît, YOU Gérard.

Ingénieurs Réseaux d'élevage de l'Institut de l'Élevage : BELOT Pierre-Emmanuel, BERCHOUX Alice, FAGON Jocelyn, FOURDIN Simon, LAURENT Monique.

CNIEL : ROUYER Benoît (chapitre 5).

Cette publication a mobilisé des données acquises ou élaborées dans le cadre du dispositif INOSYS Réseaux d'élevage mis en œuvre par l'Institut de l'Élevage et les Chambres d'agriculture avec le concours financier du Ministère de l'Agriculture (CasDAR). Les données et l'expertise de l'AFOCG ont été mobilisées pour les exploitations bio (page 21).

Elle a en outre bénéficié de la contribution des équipes nationales et régionales en charge du dispositif.

Les analyses et commentaires élaborés à partir de ces données n'engagent que la responsabilité de leurs auteurs.

« La responsabilité du Ministère chargé de l'Agriculture ne saurait être engagée ».



CONTRIBUTEURS AU CHAPITRE 3 :

• **Inosys Réseaux d'élevage** : ABGRALL Nadine (CRAB), BALME Jean-Louis (CRA Occitanie), BAUP Jean-Claude (CA 32), BLACHON Aurélie (CA 31), BODIN Tanguy (CRAB), BONESTEBE Mathilde (CA 15), BOUCHARD Véronique (CRA PDL), BOUCHARD Yann (CA 15), BROSSILLON Vincent (CRAPDL), BRUNET Sébastien (CA 47), BUREL Séverine (CRA Normandie), CASSEZ Matthieu (CIA 25-90), CASTELLAN Elisabeth (CA 59-62), CHAZAL Béatrice (CA 01), CHEMIN Anthony (CA 80), COTILLON Ludovic (CA 79), COUEFFE Daniel (CA 52), DANEAU Anne-Claire (CRA PDL), DEJEAN Olivier (CA 24), DELARUE Estelle (CA 01), DUBOS Virginie (CA 60), DUMAS Gabrielle (CA 01), DURAND Martine (CA 23), EVRAIN Pierre (CA 63), FERRÉ Pascal (CA 14), FOLLET Denis (CRAB), GABORIAU Laurent (CRA PDL), GARREAU Fabien (CA 72), GARNIER Cédric (CRA Normandie), GARNIER Jean-Philippe (CA 03), GELINEAU Silvère (CRA PDL), GEORGE Rémi (CA 88), GERVAIS Florine (CRA Normandie), GIRAUD Yann (CA 59-62).

GOISET Cécile (CA 08), GUESQUIERE Anaïs (CA 59/62), HUCHON Jean-Claude (CRA PDL), JACQUEMIN Lionel (CA 05), JULIAC Sébastien (CA 02), LACOUR Clémentine (CA 63), LAURES Valentine (CA 39), LEGAY Aurélien (CA 19), LOUBAT Patricia (CA 48), MARSAULT Adèle (CA 86), MAUGER Christophe (CA 17), MESOT Fanny (CA 55), MIS Jean-Bernard (CA 81), MONIER Jean-Pierre (CA 42), MONSALLIER Françoise (CA 15), MORIN Charlotte (CA 53), MOULIN Christian (CA 51), NAEL Elsa (GAB 44), PIOCHE Marie-Christine (CA 70), ROCHE Claude (CA 43), SABATTE Nathalie (CA 73-74), SCHOEFFEL Jean-Claude (CA 46), SERVANS Camille (CRA PDL), SICOT Isabelle (CRAB), SIMONIN Viviane (CRA Normandie), SUTTER Marion (CA 57), THIOU Pascal (OCL 37), THONI Jessica (CA 57), TIRARD Sophie (CRAB), VEYSSET Anne-Laure (CA 16), VIDAL Jean-Christophe (CA 12), VIGOUREUX Audrey (CA 38), VIVANT Marthe (CA 41), ZSITKO Jean-Marc (CA 54).

FINANCEURS :

Ministère de l'Agriculture - Confédération Nationale de l'Élevage.

Croissance laitière stoppée en 2018. Relancée en 2019 ?

2018 a été une année en demi-teinte pour l'économie laitière. D'un côté, les éleveurs laitiers français mais aussi européens ont subi des baisses de revenus dans presque tous les systèmes laitiers. Seules les exploitations laitières avec cultures s'en sortent le mieux. La cause ne tient pas au prix du lait, presque stable d'une année sur l'autre, mais à la hausse des charges. Les exploitations ont non seulement supporté une hausse sensible du prix des intrants, énergie et aliments achetés, mais ont surtout subi des réductions de productions fourragères, provoquées par la longue sécheresse estivale qui a sévi sur toute l'Europe du Nord et la France.

Cet incident climatique majeur a affecté la production laitière de nombreux éleveurs et ainsi freiné puis stoppé la croissance de la production laitière dans la plupart des pays européens. Même les pays les plus dynamiques, comme l'Irlande et la Pologne, ont été affectés. Face à la pénurie de fourrages, les éleveurs ont réduit leurs effectifs de vaches sans compromettre pour autant leur potentiel laitier.

Le ralentissement de la collecte laitière européenne au 2nd semestre a ainsi facilité la remise sur le marché des stocks d'intervention de poudre maigre qui ont été vendus à bas prix par la Commission européenne.

Ce nouvel épisode laitier confirme le rôle central occupé par l'UE sur la scène laitière mondiale depuis la fin des quotas, même si la Nouvelle-Zélande a de son côté partiellement compensé le repli européen. Sa production laitière a été très dynamique fin 2018, grâce à l'inverse à des conditions climatiques très favorables à la pousse de l'herbe.

L'année 2019 démarre sous de bons auspices. Les marchés des ingrédients laitiers paraissent solides. En France les premiers résultats de la loi EGALIM sont encourageants dans la filière lait de vache, même si une hirondelle ne fait pas le printemps. Les éleveurs peuvent espérer bénéficier d'un prix du lait bien orienté qui peut restimuler la production laitière pour peu que les transformateurs manifestent un appétit de lait. À l'échelle de l'UE, il ne fait aucun doute que la production laitière rebondira dès ce printemps notamment si les conditions climatiques sont très favorables. Toutefois, ce bel anticyclone en cours de formation reste sous menaces : comme l'issue du *Brexit* et son impact sur les échanges européens, ou bien la dégradation des relations diplomatiques et commerciales, de plus en plus rugueuses, entre les principaux blocs (États-Unis, Chine, Russie, UE) sur la scène internationale.

SOMMAIRE

2/ LES FAITS MARQUANTS DE L'ANNÉE 2018

Conditions de production, offre,
demande, prix... tous les événements
qui ont marqué l'année

6/ PRODUCTION ET MARCHÉ FRANÇAIS

Recul de la collecte et de l'excédent commercial

12/ LES REVENUS DES EXPLOITATIONS

- Lait spécialisé de plaine
- Lait et viande bovine de plaine
- Lait et cultures de vente
- Lait des montagnes de l'Est
- Lait des montagnes et piémonts du Sud
- Lait bio de plaine

22/ PRODUCTION ET MARCHÉS EUROPÉENS

L'arrêt de la croissance de la collecte européenne

32/ L'INDUSTRIE LAITIÈRE

Principaux événements de l'année 2018

36/ LES PRÉVISIONS 2019

Une production européenne résiliente

1

LES FAITS MARQUANTS DE L'ANNÉE 2018

HIVER 2017/2018



Collecte française dynamique

Dans la continuité de l'automne 2017, la production française affiche une croissance robuste sur les premiers mois de 2018 comparés au faible niveau de 2017.



Bond des livreurs bio

En avril, le nombre de livreurs de lait biologique (3 024) passe la barre des 3 000 pour la première fois (+30% /2017). Un mois plus tard, ils sont encore près d'une centaine de plus lors du pic de collecte de mai qui dépasse les 85 ML (+41% / 2017).

PRINTEMPS



Forte hausse du prix du beurre

Après avoir reculé fin 2017, le cours du beurre a connu une nouvelle flambée au 2^{ème} trimestre. Sans atteindre le pic de l'été 2017, la cotation a enregistré son 2^{ème} plus haut niveau historique au printemps.



Une météo favorable à la pousse de l'herbe, moins à sa récolte

La forte pluviométrie du printemps a favorisé la pousse de l'herbe et généré des rendements en premier cycle plutôt bons. En revanche elle a rendu délicates les conditions de récolte et minimisé la valeur alimentaire des fourrages stockés.

1

LES FAITS MARQUANTS DE L'ANNÉE 2018

ÉTÉ



Sécheresse quasi généralisée et fortes chaleurs

Sur la quasi-totalité de l'Hexagone, avec un gradient d'Ouest en Est, l'été a été très sec avec des épisodes caniculaires.

Les rendements des cultures ont été affectés et les deuxièmes cycles d'herbe souvent absents. Les stocks fourragers ont été entamés très précocement.



Repli des cours du beurre

Sous l'effet d'une demande européenne limitée par un prix relativement élevé et d'une production laitière européenne plus élevée, le cours du beurre entame un repli qui se poursuivra jusqu'à la fin de l'année.



Accélération des ventes de poudre maigre stockée à l'intervention

Près des 2/3 des volumes stockés ont été vendus par adjudication durant l'automne à des prix bien inférieurs à ceux du marché. Les cours de la poudre maigre entament alors une lente remontée.

AUTOMNE



Absence de repousse d'herbe

Le retour des pluies a été très tardif (novembre) privant les éleveurs des repousses d'herbe d'automne et accentuant les déficits fourragers. L'état hydrique des sols a rendu impossible l'implantation de dérobées salvatrices et d'une partie des semis d'automne.



Fort recul de la collecte française

Le long épisode de sécheresse et de canicule estival a affecté la production laitière à partir d'août. La baisse de collecte est restée marquée tout au long de l'automne.

2

PRODUCTION ET MARCHÉ FRANÇAIS

Recul de la collecte et de l'excédent commercial

Après le rebond de 2017, l'année laitière 2018 a été marquée par un léger recul de la collecte. Le long épisode de sécheresse et de canicule a affecté la production laitière à partir d'août, en pénalisant la pousse de l'herbe. Les conditions météorologiques ont également provoqué des réformes importantes entraînant un nouveau repli du cheptel.

La baisse de collecte et le bas prix de la protéine ont défavorisé les fabrications d'ingrédients secs, les industriels privilégiant le beurre et les fromages.

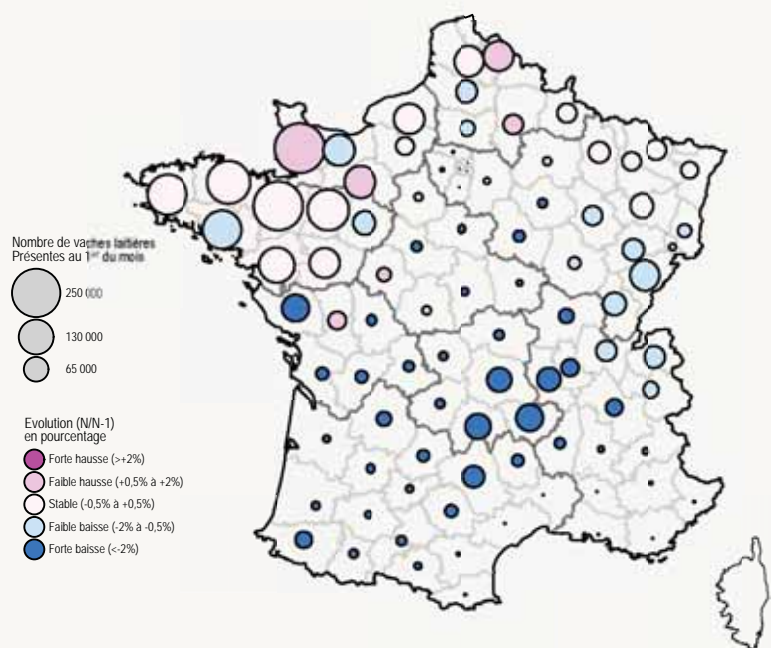
Malgré une consommation encore déprimée, l'excédent commercial laitier français s'est de nouveau dégradé, avec une hausse des importations, notamment en matière grasse, et un recul des exportations.



-120 000 têtes

C'est la baisse du cheptel laitier entre le pic de 2015 et le 1^{er} janvier 2019.

CHEPTEL DÉPARTEMENTAL LAITIÈRE ET ÉVOLUTION ANNUELLE - 1^{ER} JANVIER 2019



Source : GEB - Institut de l'Élevage d'après données SPIE-Normabev - Actualisation février 2019
Cartographie Cartes & Données - © Arlicque

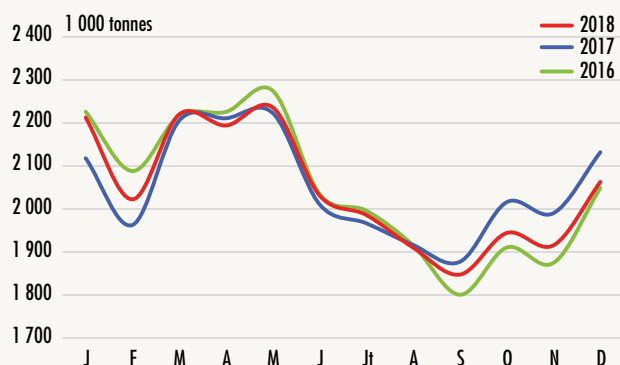
Poursuite de la concentration du cheptel

Pour la quatrième année consécutive, le nombre de vaches laitières a reculé en 2018. En début d'année, le repli s'est inscrit dans la tendance de la fin 2017 avant de ralentir en milieu d'année, puis de s'accélérer à nouveau, à la suite du long épisode estival de sécheresse et de canicule. Malgré des entrées en production de génisses plus nombreuses (+3,3% /2017), le taux de réforme a progressé par rapport à 2017 (+1% à 25%), avec une hausse concentrée de juillet à octobre limitant la hausse saisonnière des effectifs. À 3,71 millions de têtes au 1^{er} janvier 2019, le cheptel compte 34 000 têtes de moins que début 2018 (-0,9%) et 120 000 de moins qu'au pic de janvier 2015 (-3,1%).

Cette photographie nationale recouvre des évolutions variables selon les bassins, fonction de l'ambiance laitière et des conséquences de la canicule de l'été 2018. Seuls deux bassins affichent une hausse, très modeste, de leur cheptel, **Nord Picardie** (+0,4% /2018) et **Normandie** (+0,2%). Si le cheptel de vaches laitières est quasi stable dans le **Grand Ouest** (-0,2% /2017), il a sensiblement baissé dans les autres régions. Le **Grand Est** a perdu -0,8% de ses vaches et le **Centre** -1,5%. Le recul dépasse même les -2% en **Charentes-Poitou** et approche les -3% en **Auvergne-Limousin**. La déprise laitière s'intensifie le **Sud Ouest** où la baisse annuelle a franchi le seuil des -5%.

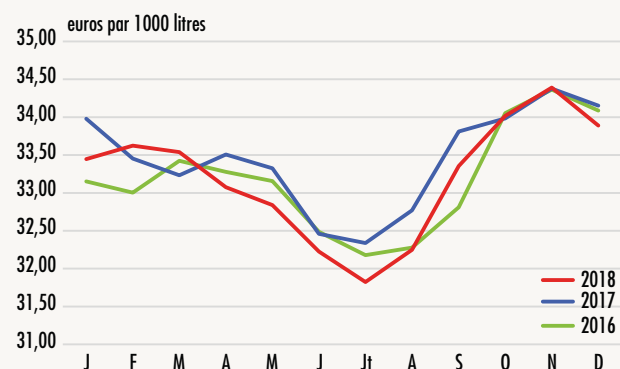
COLLECTE ET PRIX 2018

ÉVOLUTION DE LA COLLECTE MENSUELLE EN FRANCE



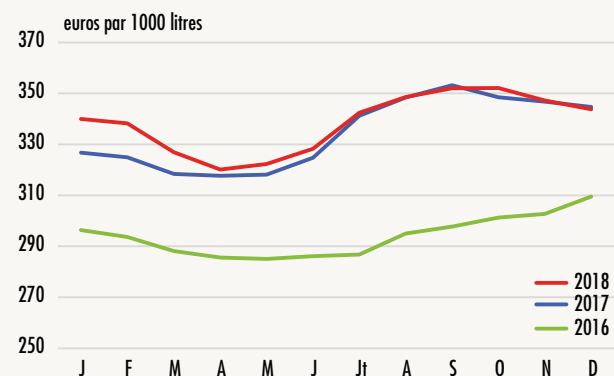
Source : GEB - Institut de l'élevage d'après Eurostat

ÉVOLUTION DU TAUX DE MATIÈRE PROTÉIQUE EN FRANCE



Source : GEB - Institut de l'élevage d'après FranceAgriMer

ÉVOLUTION DU PRIX DU LAIT STANDARD EN FRANCE (32 G DE TAUX PROTÉIQUE ET 38 G DE TAUX BUTYRIQUE)



Source : GEB - Institut de l'élevage d'après FranceAgriMer

L'été chaud et sec a entraîné un recul de la production laitière française sur le 2nd semestre 2018, stoppant la dynamique du 1^{er} trimestre. En moyenne, le prix du lait français est resté équivalent d'une année sur l'autre..

Décrochage de la collecte au 2nd semestre

À presque 24,6 millions de tonnes, la collecte laitière française se situe très légèrement sous ses niveaux de 2017 et 2016 (-0,2% et -0,1% respectivement) et demeure très inférieure au volume record de 2015 (-2,2% soit 555 000 t).

Sur les deux premiers mois de l'année, la production laitière affichait une croissance soutenue (+3,8% /2017) dans la continuité de l'automne 2017. Mais rapidement, les conditions climatiques rudes (froid et pluie) ont retardé la production herbagère et la mise à l'herbe, freinant la production au printemps, avec une production quasi stable au 2^{ème} trimestre (+0,2% /2017).

Après un mini-rebond en juillet, le long épisode de sécheresse et de canicule estivales a affecté la production laitière à partir d'août, en pénalisant la pousse de l'herbe sur presque tout le territoire. Dans les régions les plus touchées, les éleveurs ont dû puiser plus tôt dans leurs stocks fourragers, voire entamer ceux constitués au printemps. La plupart ont aussi ajusté leur cheptel laitier pour économiser au maximum leurs réserves fourragères. Le recul de la production s'est aggravé mois après mois pour atteindre -3,8% en novembre et -2% sur le 2nd semestre.

Le décrochage de la production laitière a affecté diversement les bassins laitiers, très prononcé dans le Grand Est, modéré dans le Grand Ouest et dans le Centre Val de Loire, tandis que les Hauts de France et la Normandie ont été épargnés.

Rendements en hausse, taux protéique en recul

Après la chute de 2016 (-2,8% /2015), le rendement apparent national a poursuivi son redressement pour la 2^{ème} année consécutive en 2018, à 6 470 l/l (+0,7% /2017), mais reste encore inférieur aux niveaux de 2014 et 2015. En 2018, les rudes conditions estivales ont affecté les taux de matière sèche. Le taux de matière protéique a enregistré une baisse à partir d'avril et un point bas historique en juillet avant de remonter sur la fin de l'année. En moyenne sur l'année à 33,21 g/l, il se situe sous les niveaux de 2016 et 2017 (-0,24 g/l et -0,02 g/l) tandis que le taux de matière grasse restait stable à 41,28 g/l.

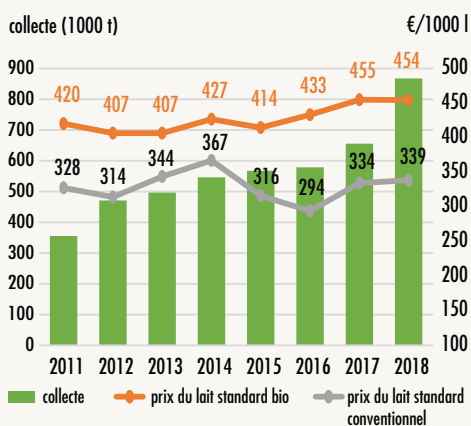
Stabilité du prix du lait

Après s'être redressé en 2017, le prix du lait standard (38-32) n'a enregistré qu'une faible hausse en moyenne sur 2018. À 339 €/1 000 l, il n'a gagné que 5 €/2017 (+1,4% /2017) mais termine l'année à son meilleur niveau depuis 2014. Le prix réel a également suivi la même évolution (+1% /2017) à 357 €/1 000 l. Cette situation se trouve être à contre-courant de celle de nombreux voisins européens où le prix a reculé. Ainsi, le prix a baissé de 5% en Allemagne à 320 €/1 000 l en moyenne (ramené au standard 38-32), de -6% aux Pays-Bas et de -3% au Danemark.

Le prix du lait calculé pour une valorisation beurre et poudre maigre a reculé en 2018, compte tenu des cours déprimés de la poudre maigre et du repli des prix du beurre. En moyenne, annuelle, il s'est replié de -6% /2017 à 293 €/1 000 l sur le marché européen et de -14% à 260 €/1 000 l sur le marché mondial, tout en restant supérieur à ses niveaux de 2015 et 2016. Les écarts de prix du lait entre laiteries sont restés relativement stables en 2018, après l'élargissement de 2017 au détriment des laiteries les plus exposées au marché des ingrédients laitiers ou produisant des produits peu différenciés. Selon l'observatoire de la revue *L'Éleveur laitier*, le prix moyen de la majorité des laiteries pour un lait standard de très bonne qualité n'enregistre que de faibles variations à la hausse où la baisse. L'écart maximal entre laiteries s'est cependant accru, de 314 à 381 €/1 000 l, contre une fourchette de 316 à 359 €/1 000 l en 2017, avec la très bonne valorisation de quelques entreprises.

2 PRODUCTION ET MARCHÉ FRANÇAIS

ÉVOLUTION DE LA COLLECTE ET PRIX DU LAIT BIOLOGIQUE



Source : GEB - Institut de l'Élevage d'après FranceAgriMer

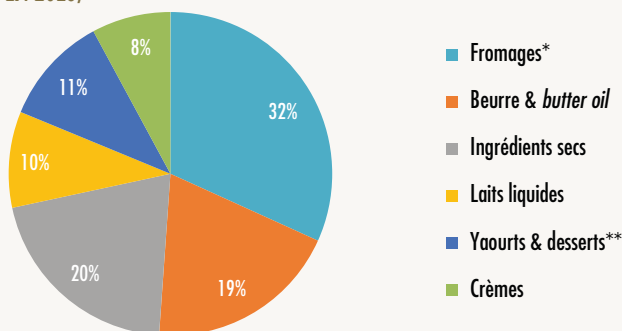
La filière laitière biologique change d'échelle

En 2018, la collecte nationale de lait biologique a atteint un niveau record à 870 000 tonnes (+32% /2017), soit une croissance de 210 000 tonnes en un an, conséquence du boom de conversion qui a eu lieu en 2016. Ce bond dépasse largement le saut connu lors du précédent changement d'échelle de la filière en 2012, qui avait tout de même été de 128 000 tonnes (+37% /2011). Sur l'ensemble de l'année, le lait biologique a ainsi représenté 3,5% de la collecte laitière nationale. 3 420 exploitations ont livré du lait biologique en décembre 2018 (+22% /2017), soit 6,5% du total de livreurs nationaux, contre 5,1% en 2017. Le volume moyen livré par exploitation biologique s'établit à 270 000 l/an, en légère croissance par rapport à 2017 (+2%) mais l'écart avec la moyenne nationale (445 000 l/an, +4% /2017) a continué de s'accroître.

Le dynamisme du marché des produits laitiers biologiques ne se dément pas avec l'arrivée de nouveaux transformateurs sur le marché, notamment en fromages. Les prix sont restés relativement stables avec un prix de base à 454 €/1 000 litres (-0,7€ /2017 ; +116 € par rapport à la moyenne nationale) mais un prix en composition réelle qui a perdu 4,4 € (467 €/1 000 l ; + 110 € par rapport à la moyenne nationale) du fait d'une dégradation de la teneur en matière protéique (-0,5 g/l /2017 à 32,1 g/l).

COLLECTE ET FABRICATIONS 2018

UTILISATION DE LA COLLECTE FRANÇAISE (% DE LA MSU COLLECTÉE EN 2018)

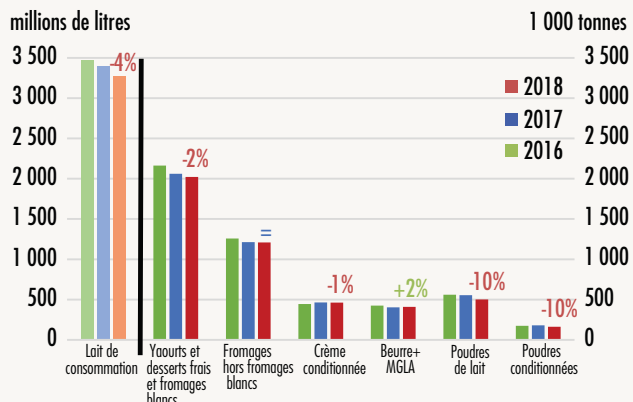


* hors fromages blancs

** y compris fromages blancs

Source : GEB - Institut de l'Élevage d'après FranceAgriMer, Eurostat et CNIEL

FABRICATIONS FRANÇAISES DE PRODUITS LAITIERS



Source : GEB - Institut de l'Élevage d'après FranceAgriMer

Compte tenu d'une collecte en léger recul et des cours plancher de la protéine, les industriels ont arbitré en défaveur des ingrédients secs et des produits frais, pour porter leurs efforts sur le beurre et les fromages.

Toujours moins de produits frais

Les transformateurs ont arbitré à la baisse sur les fabrications de produits frais face au recul de la demande domestique. Les fabrications de laits conditionnés affichent un recul accentué de -4% /2017. L'érosion des fabrications de yaourts et de fromages blancs s'est atténuée (-2%), tandis que celles de desserts lactés frais flanche (-1,5%).

Plus de beurre mais moins de crème

Après avoir reculé en 2017, les fabrications de beurre de consommation ont progressé en 2018 (+1,5%/2017) et celles de MGLA (matières grasses laitières anhydres) ont bondi de près de 4%, tirées par des cours encore élevés tout au long de l'année. Les industriels ont arbitré en défaveur de la crème, dont les fabrications ont légèrement reculé (-1%), entraînant une chute des exportations (-13%).

Maintien des fabrications fromagères

Les fabrications de fromages (hors fromage blanc) se sont maintenues à 1 210 000 t, mais ce chiffre recouvre des évolutions très divergentes. La hausse de fabrications des pâtes pressées non cuites et surtout des pâtes fraîches à tartiner ont compensé le recul des autres catégories. Les pâtes pressées cuites et les fromages à pâtes filées, type mozzarella, enregistrent un repli de près de -2% et les pâtes persillées confirment leur dynamisme (+3% /2017). Les fabrications de pâtes molles affichent un repli limité de -0,3%.

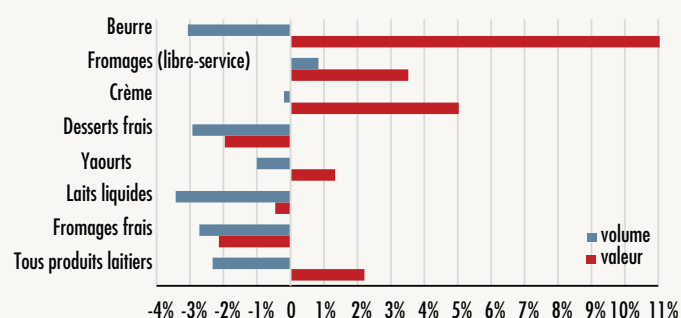
Encore moins d'ingrédients secs

Freinées par des cours déprimés, les fabrications de poudre maigre ont poursuivi en 2018 leur recul entamé en 2016. Avec un recul de -6% /2017, elles enregistrent leur plus faible niveau depuis 2013. Après deux années de hausse, celles de poudres grasses s'effondrent de -20%.

Confrontées à des problèmes d'exportation, les fabrications de poudres infantiles ont reculé de -11% en 2018. Au contraire, les fabrications de caséines ont légèrement progressé (+3%).

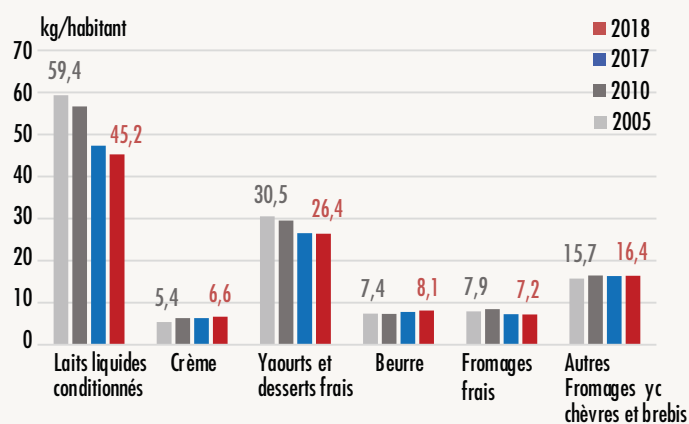
CONSOMMATION FRANCE 2018

ÉVOLUTION DES VENTES ANNUELLES DE PRODUITS LAITIERS EN GMS EN FRANCE (%/2017)



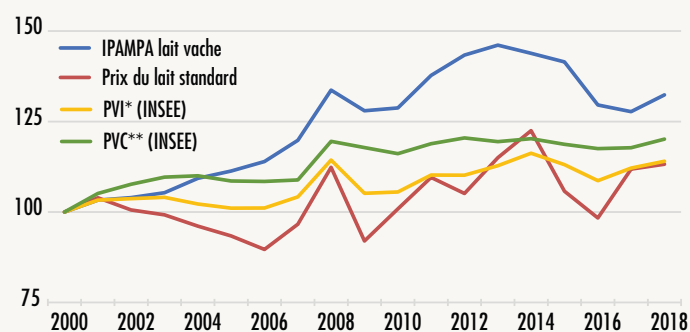
Source : GEB - Institut de l'Élevage d'après IRI-Cniel

ÉVOLUTION DE LA CONSOMMATION INDIVIDUELLE DE PRODUITS LAITIERS EN FRANCE



Source : GEB - Institut de l'Élevage d'après Cniel, Eurostat et FranceAgriMer

INDICES DU PRIX DU LAIT ET DES PRODUITS LAITIERS (100 EN 2000)



*PVI = Prix de Vente Industriel INSEE

**PVC = Prix de Vente aux Consommateurs INSEE

Source : GEB - Institut de l'Élevage d'après INSEE & SSP

La demande française a reculé en 2018. La baisse des achats de produits laitiers des ménages s'est poursuivie en volume et n'a progressé en valeur que grâce à la hausse des prix. La consommation individuelle apparente a progressé pour les matières grasses et s'est stabilisée pour les fromages.

Nouvelle baisse des achats des ménages, seuls les fromages résistent

La baisse structurelle des volumes de produits laitiers vendus en GMS (y compris *hard discount* et *drive*) s'est poursuivie en 2018 (-2%/2017), d'après les données IRI-CNIEL. Cependant, comme en 2017, les ménages ont maintenu leurs dépenses compte tenu de la hausse moyenne des prix de vente (+2%/2017).

Le repli des achats concerne toutes les catégories, excepté les fromages. Le déclin des achats de laits liquides se poursuit à un rythme soutenu en volume (-3,5%/2017), mais le chiffre d'affaires reste stable compte tenu d'une hausse des prix (+3%). Les achats de matières grasses ont évolué de manière opposée. Ceux de beurre, affectés par un fort renchérissement (+15%) ont reculé de 3% en volume. Toutes les catégories, y compris le beurre salé et en format beurrier sont touchées, sauf les matières grasses laitières allégées qui progressent (+0,6%). À l'inverse, les ventes de crème se sont stabilisées en volume malgré un bond des prix au détail (+5%).

En dépit d'une hausse de prix très limitée (+1%), le lent repli des achats d'ultra-frais amorcé en 2011 s'est prolongé en 2018 (-2,5%/2017 en volume) : dont -2,0% pour les laits fermentés, -2,5% pour les fromages frais et -3% pour les desserts lactés frais.

Les ventes de fromages sont les seules à progresser légèrement en volume (+0,8%) et enregistrent une hausse de +3,5% en valeur. Les pâtes pressées non cuites (+2,6%) et les pâtes pressées cuites (+2,1%) sont les plus dynamiques loin devant les fromages de chèvre (+0,2%). À l'inverse, le déclin des ventes des pâtes persillées s'accroît (-3,5%) tandis que l'érosion des pâtes molles s'atténue (-2,5%).

Mais bonne tenue de la consommation calculée par bilan

D'après nos estimations par bilan, la consommation par habitant de laits liquides a poursuivi son repli en 2018 à 45,2 kg/habitant (-4%/2017). Elle a baissé de 12 kg en 10 ans.

La consommation de yaourts et desserts frais, a très légèrement reculé, à 26,3 kg (-1%/2017). Celle des fromages frais incluant les fromages blancs s'est maintenue à 7,2 kg et celle des autres fromages (tous laits confondus) à 16,4 kg/hab.

La consommation apparente de matières grasses a progressé : celle de crème a affiché une hausse de +5% à 6,6 kg/hab. et celle de beurre de 4% à 8,1 kg/hab. (probablement un peu moins si l'on considère que les entreprises ont plutôt augmenté leurs stocks en 2018).

Hausse de prix limitée et tardive en aval de la filière

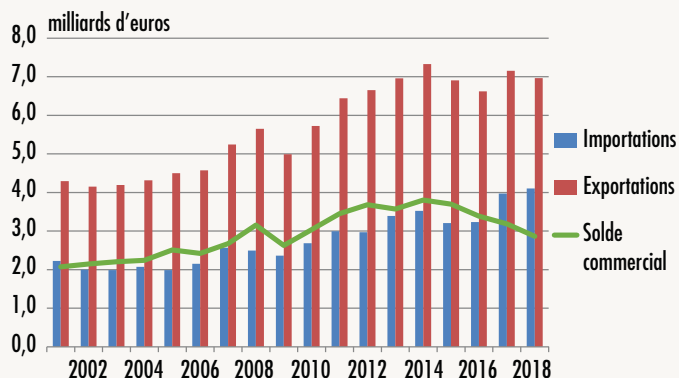
En moyenne, le prix du lait à la production a légèrement progressé de +1%/2017 (+15%/2016). Cette relative stabilité s'explique par la bonne tenue des marchés des fromages et du beurre qui a compensé la dépression sur le marché des protéines. Dans le même temps l'IPAMPA lait de vache a gagné +2%/2017 (et +4%/2016) tiré par la hausse du prix des aliments achetés, des engrais et des amendements.

Les prix au stade de gros et de détail ont progressé respectivement de +5% et +2%. La hausse la plus marquée concerne le beurre, en lien avec le maintien de prix élevés sur les marchés internationaux. Cette évolution a été tempérée par les faibles hausses des prix du lait liquide et des fromages frais.

2 PRODUCTION ET MARCHÉ FRANÇAIS

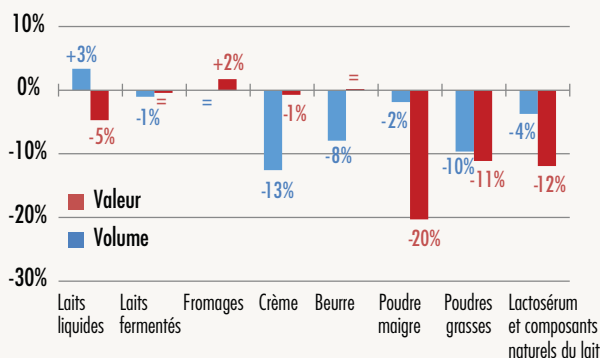
COMMERCE EXTÉRIEUR 2018

COMMERCE EXTÉRIEUR FRANÇAIS DES PRODUITS LAITIERS EN VALEUR



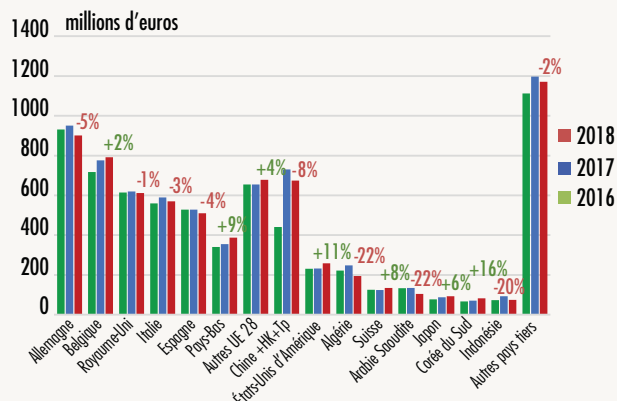
Source : GEB - Institut de l'Élevage d'après Cniel & SSP

ÉVOLUTION DES EXPORTATIONS FRANÇAISES EN 2018 (% SUR 2017)



Source : GEB - Institut de l'Élevage d'après Eurostat

ÉVOLUTION DES EXPORTATIONS FRANÇAISES DE PRODUITS LAITIERS SELON LES DESTINATIONS



Source : GEB - Institut de l'Élevage d'après Eurostat

Pour la 4^{ème} année consécutive, l'excédent commercial laitier français s'est dégradé, avec une hausse des importations et un recul des exportations, notamment vers les pays tiers. La France a encore souffert de l'accentuation de son déficit en matière grasse dont les cours sont restés élevés.

Dégradation de la balance commerciale avec les pays tiers

En 2018, l'excédent commercial français a reculé de -10% /2017, pour passer sous les 3 milliards d'euros, son plus bas niveau depuis 2009. D'un côté les exportations ont diminué de -3% en valeur à 6,97 milliards €, malgré une hausse des volumes de produits expédiés. De l'autre, les importations ont progressé de +3% en valeur, compte tenu des tarifs encore élevés, notamment sur la matière grasse.

Après deux années de hausse, le solde commercial a régressé avec les pays tiers (-5% en valeur), conséquence d'exportations en recul, notamment vers la Chine (-9%), l'Algérie (-22%) et l'Indonésie (-20%). Notre balance commerciale s'est également dégradée avec l'UE-28 pour la quatrième année consécutive et l'excédent a été divisé par 5 depuis 2014. À 0,27 milliard d'€, il enregistre son plus bas niveau historique. Les exportations ont légèrement reculé (-1%), mais les importations ont de nouveau progressé (de +4% à +140 millions d'€). En 2018, 90% de l'excédent commercial repose sur les pays tiers (60% en 2013).

Aggravation du déficit commercial en matières grasses

En 2018, le solde commercial en laits liquides s'est redressé à 230 millions € (+12%), grâce à une baisse des importations, essentiellement en lait vrac, -29% en volume et -26% en valeur. Les exportations de lait liquide ont également reculé, mais dans une moindre mesure, en valeur (-5%) alors qu'elles ont augmenté en volume (+3%). Cet écart est dû à une augmentation des envois de lait vrac (+11% en volume) et à une baisse des exports de laits conditionnés (-6%), mieux valorisés.

En fromages, les exportations se sont stabilisées en volume, mais ont légèrement progressé en valeur (+2% soit +52 millions d'€), notamment vers les pays tiers (+5%), les États-Unis et le Japon. Mais les importations ont autant augmenté en volume (+4% soit +14 000 t) qu'en valeur (+4%). Le solde commercial des fromages s'est ainsi dégradé pour la 4^{ème} année consécutive, à 1,49 milliard € (-0,5%/2017).

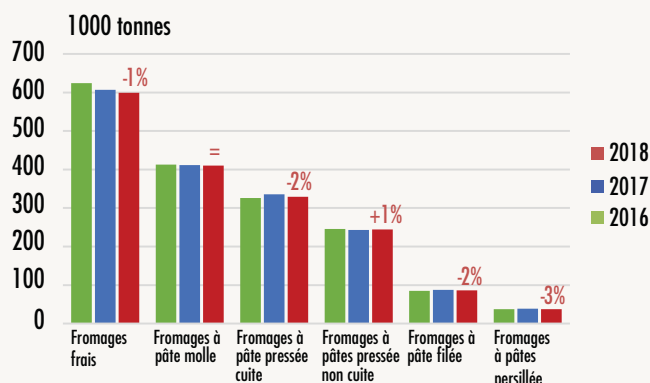
Le commerce extérieur de matières grasses s'est détérioré pour la 4^{ème} année d'affilée. Importatrice nette, la France a de nouveau subi de plein fouet le maintien de cours élevés, d'autant que les volumes importés ont encore progressé (+5%) et que les exportations de crème ont reculé (-13%). En valeur, le déficit total a bondi de +21% à 710 millions €, la hausse de l'excédent dégagé avec les pays tiers (446 millions €, +3% /2017) est loin de compenser l'alourdissement du déficit avec l'UE-28 (-1,16 milliard €, +14%).

Recul généralisé de la balance commerciale en ingrédients secs

En 2018, les exportations nettes de poudre maigre ont reculé pour la 3^{ème} année consécutive (-6% /2017), conséquence d'une forte baisse de production. Le bas niveau des cours a accentué le repli en valeur (-25% à 396 millions d'€). Le recul affecte également le solde du lactosérum (-6% à 290 millions d'€) et des poudres grasses (-20% à 133 millions d'€). Enfin, malgré des volumes exportés en hausse, les envois en valeur de poudre de lait infantile ont reculé de -6%.

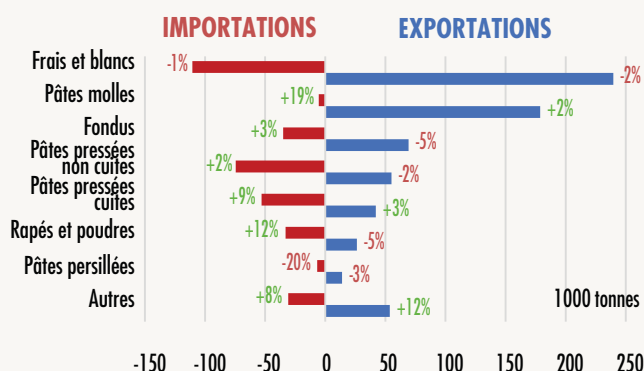
FROMAGES FRANÇAIS

ÉVOLUTION DES FABRICATIONS FRANÇAISES ET FROMAGES PAR TYPE



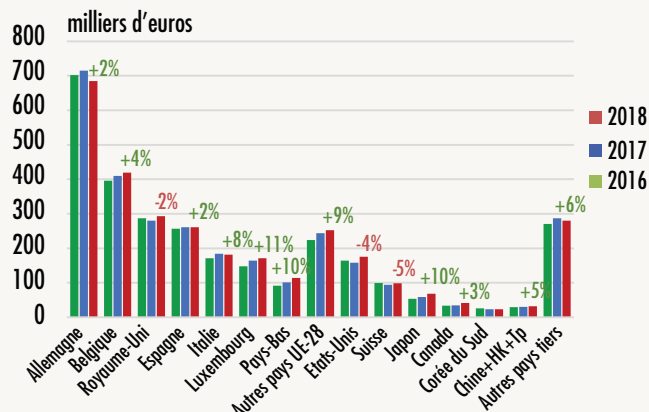
Source : GEB - Institut de l'Élevage d'après FranceAgriMer

COMMERCE EXTÉRIEUR DES FROMAGES FRANÇAIS PAR TYPE EN 2018 ET ÉVOLUTION (% EN 2017)



Source : GEB - Institut de l'Élevage d'après Eurostat

ÉVOLUTION DES EXPORTATIONS FRANÇAISES DE FROMAGES SELON LES DESTINATIONS



Source : GEB - Institut de l'Élevage d'après Eurostat

Malgré la stabilité des fabrications fromagères, l'excédent commercial s'est légèrement réduit en valeur, conséquence d'importations haussières en volume.

Stabilité des fabrications fromagères

Malgré le léger recul de la collecte, les fabrications de fromages se sont maintenues en 2018 au même niveau que l'année précédente (1 210 000 t), en utilisant 32% de la MSU collectée en France.

Les fabrications de fromages frais, qui utilisent 2% de la MSU dédiée aux fromages ont fortement progressé (+8,5%). Les fabrications de pâtes pressées non cuites (21% de la MSU dédiée aux fromages) ont affiché une petite hausse (+0,6%) essentiellement due au bond de la raclette (+9%) qui représente à elle seule le quart des volumes.

Les fabrications de pâtes molles (31% de la MSU fromagère) n'ont que très légèrement reflué (-0,3%). Cependant, le camembert, le brie et le coulommiers ont été particulièrement affectés (-0,8% et -1% respectivement).

Les fabrications de pâtes filées, mozzarella en tête, et de pâtes persillées (6% et 4% de la MSU fromagère) ont reculé de -2% et de -3% /2017. De même les fabrications de pâtes pressées cuites (33% de la MSU fromagère) ont enregistré un repli de -2%, qui touche tous les fromages à l'exception du Beaufort (+5%).

Nouvelle hausse des importations et léger recul du solde commercial

En 2018, le solde commercial sur les fromages s'est érodé de -8 millions € (-0,5% /2017) à 1,49 milliard d'€, mais sa contribution à l'excédent commercial de la France en produits laitiers dépasse désormais le seuil de 50%.

D'un côté, les exportations ont progressé de +2% à 3,09 milliards €, de l'autre, les importations ont enregistré une hausse de +4% à 1,6 milliard €, quasi exclusivement en provenance de l'UE. La valeur moyenne des fromages importés n'a pas bougé à 4 400 €/t, alors que celle des fromages exportés a augmenté de +2% à 4 550 €/t : 4 200 €/t au sein de l'UE et 6 190 €/t vers les pays tiers.

Le solde commercial, a de nouveau progressé avec les pays tiers (+6,5% /2017 à 685 millions €), tandis qu'il a poursuivi son érosion avec l'UE (-6% à 807 millions €). Avec seulement 17% des volumes expédiés, les pays tiers ont contribué pour 46% à l'excédent commercial de la France en fromages.

Hausse des exportations de pâtes molles

Les pâtes molles ont contribué pour près de deux tiers de l'excédent commercial fromager (contre 55% en 2010). Les exportations ont progressé de +2% en volume (183 000 t) comme en valeur, à 990 millions d'€, dont 85% vers l'UE. L'Allemagne, le tiers des volumes, a réduit ses achats de -7%, qui ont été plus que compensés par des envois supplémentaires vers le Royaume-Uni, le Luxembourg et la Belgique.

Les 2^{ème} contributeurs sont les fromages fondus dont le solde commercial a reculé pour la 2^{ème} année consécutive (-4% à 199 millions € en 2018). Conséquence de la baisse des achats de la Corée du Sud, de l'Arabie Saoudite et des États-Unis, les envois vers les pays tiers se sont fortement repliés en volume (-10%) même s'ils représentent encore 44% des recettes.

3^{ème} contributeur, les fromages frais dont le solde des échanges (avec la mozzarella) a plongé de -9% à 183 millions d'euros. Les exportations ont reculé de 6 000 t (-2,5%) et de 18 millions € (-3%). La baisse est surtout sensible vers les pays tiers (-13% en valeur). Les importations ont légèrement baissé en volume (-1%) et sont restées stables en valeur, à 408 millions d'€.

Si le solde commercial demeure négatif en volume pour les pâtes pressées non cuites, l'excédent en valeur s'est accru (x2,5) à 13 millions d'€, la valeur unitaire des fromages exportés étant 50% supérieure à celle des produits importés. Structurellement négatif, le déficit commercial des fromages râpés s'est encore accentué en 2018 (+35%) à -84 millions d'€.

3

LES REVENUS DES EXPLOITATIONS

Des revenus en proie à la hausse des charges

Pour presque tous les systèmes laitiers étudiés, les revenus sont en baisse entre 2017 et 2018. Ce nouveau retournement de tendance n'est pas à attribuer à l'évolution du prix du lait, plutôt stable sur ces deux dernières années, mais à une élévation conséquente du niveau des charges. Aux hausses des prix des intrants en 2018, carburants et aliments en tête, il faut ajouter les effets de la sécheresse qui a sévi dans de nombreux bassins laitiers, et souvent contraint à des achats fourragers onéreux. La sécheresse a également pu occasionner des baisses de livraisons parfois marquées en automne 2018.

PRIX DU LAIT STABLE MAIS HAUSSE CONJONCTURELLE ET CLIMATIQUE DES CHARGES

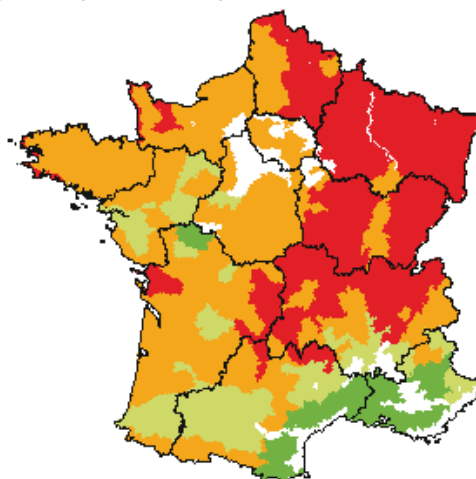
Le prix du lait n'a pas eu d'impact majeur dans l'évolution du revenu des éleveurs en 2018. Ainsi, dans les zones AOP de l'Est, la hausse devrait se limiter entre 4 à 10 €/1 000 litres des Savoies à la Franche-Comté. Elle ne devrait pas dépasser 4 €/1 000 litres pour le lait conventionnel dans les zones de plaine et le Massif Central, pour au final un prix payé très légèrement inférieur à 350 €/1 000 litres. Le lait bio fait une nouvelle fois exception, mais cette fois-ci à l'opposé du conventionnel, puisque son prix connaît un léger recul en 2018 (-2 €/1 000 litres).

C'est donc plus du côté des charges qu'on trouve la cause essentielle de l'inflexion des revenus en 2018 dans la plupart des systèmes étudiés. Elles sont en effet en très nette hausse par rapport à 2017 pour deux raisons essentielles :

- La première est conjoncturelle avec un IPAMPA lait de vache qui est en nette hausse en 2018 avec +3,7 %.
- La deuxième raison est climatique. La sécheresse de l'été-automne 2018 a conduit de nombreux éleveurs à entamer dès l'été les stocks hivernaux. L'absence des précipitations habituelles du début d'automne a annihilé toute repousse d'herbe et des achats onéreux ont été réalisés pour éviter la décapitalisation des cheptels et tenter de maintenir, souvent en vain, le niveau des livraisons.

Si quelques bassins laitiers (Bretagne, Hauts de France...) ont pu maintenir une hausse de collecte sur l'année, la plupart des autres régions, plus sévèrement touchées par la sécheresse, ont dû se résoudre à des baisses de volumes livrés et à un recul des chiffres d'affaires lait dans les exploitations.

POUSSE CUMULÉE AU 20 OCTOBRE 2018 - INDICATEUR DE RENDEMENT DES PRAIRIES PERMANENTES



La légende de la carte présente des productions cumulées de l'herbe par rapport à la valeur de référence (1982-2009, traitement ISOP), correspondant aux classes suivantes :

- déficit important : 25 % et plus
- déficit faible : entre 10 et 25 %
- normale : entre 10 % de pertes et 10 % de gains
- excédent : plus de 10 %.

Source : Agreste - ISOP - Météo France - INRA

ESTIMATION DES REVENUS 2018

Après une hausse généralisée des revenus entre 2016 et 2017, ils ont à nouveau baissé. L'exception vient toutefois des systèmes polyculture-élevage, qui bénéficient d'un rebond pour les produits des grandes cultures à même de tirer les revenus vers le haut (+3 100 €/UMOex). Pour les autres systèmes conventionnels de plaine, laitiers spécialisés et mixtes bovins viande, la faible augmentation du produit lait ne compenserait pas, loin s'en faut, la forte hausse des charges, générant des baisses de revenus de respectivement 1 800 € et 3 500 €.

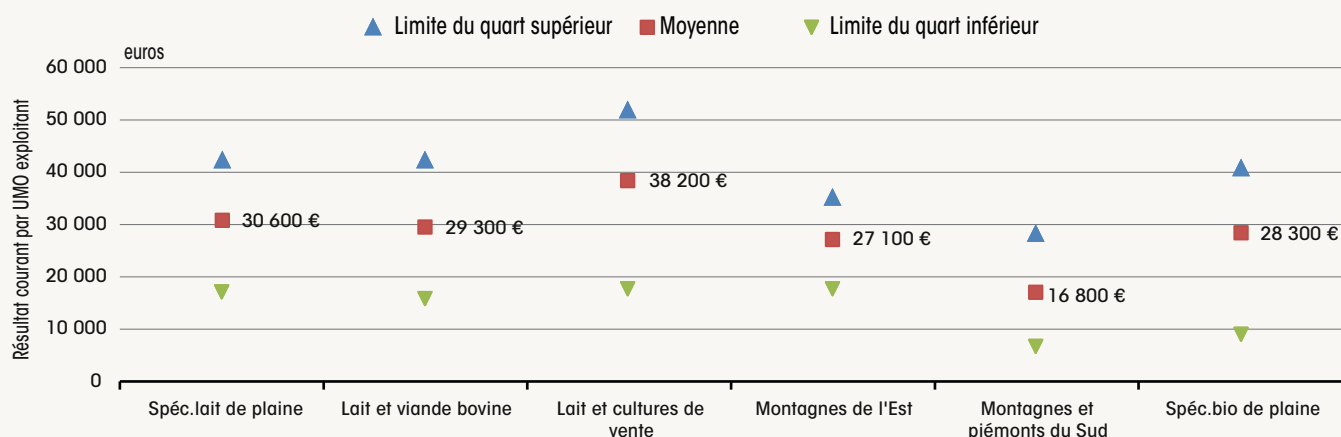
Le plus lourd tribu à la hausse des charges et la sécheresse est payé par les systèmes bio de plaine (-8 900 €/UMOex) et les systèmes laitiers des Montagnes et Piémonts du Sud (-6 000 €/UMOex). Les revenus des systèmes AOP de l'Est fléchiraient légèrement (-500 €/UMOex) du fait de la volonté de maintenir coûte que coûte la croissance des livraisons au prix d'approvisionnements complémentaires.

Les procédures calamités, les assurances récoltes et les aides régionales compenseront une partie de ces baisses, mais nul doute que l'impact de cette sécheresse sur les trésoreries et la collecte se poursuivra a minima jusqu'à la prochaine mise à l'herbe.

Au-delà des évolutions pluriannuelles du revenu moyen des éleveurs laitiers, il convient d'apprécier les écarts entre les niveaux de rémunération au sein même des groupes typologiques. Or ces écarts ont tendance à s'amplifier : il y a 10 ans (moyenne 2007-2008-2009), moins de 17 000 €/UMOex séparaient les limites des quarts inférieurs et supérieurs des rémunérations dans le groupe des laitiers spécialisés de plaine. Cet écart atteindrait désormais 26 000 €/UMOex (moyenne 2016-2017-2018). Dans le même groupe typologique, le quart supérieur des rémunérations est à relier à une productivité de la main-d'œuvre plus élevée (+134 000 l/UMO totale) comparée à la moyenne du quart inférieur, mais aussi à une meilleure efficacité économique (+11 % d'EBE/PB). Les écarts sur ce ratio semblent **moins provenir d'une différence sur les produits que sur les charges** avec respectivement +5 % de charges opérationnelles et +6 % de charges de structure ramenées au produit brut. Comme souvent dans l'analyse des coûts de production, les postes alimentation et mécanisation jouent des rôles prépondérants sur les rémunérations et les écarts entre élevages.

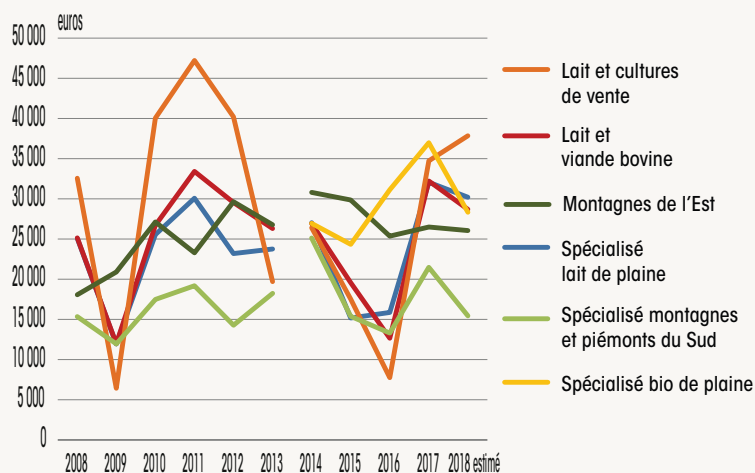
ESTIMATIONS DES RÉSULTATS COURANTS 2018

Estimation des Résultats Courants (RC) des principaux systèmes d'élevage bovins laitiers et variabilité intra système en 2018.



Source : GEB-Institut de l'Élevage d'après Inosys Réseau d'Élevage - AFOCG (Bio)

ÉVOLUTION DES RÉSULTATS COURANTS/UMO EXPLOITANT DES PRINCIPAUX SYSTÈMES D'ÉLEVAGE BOVINS LAITIERS



La discontinuité entre 2013 et 2014 illustre le changement d'échantillon
 Source : GEB-Institut de l'Élevage d'après Inosys Réseau d'Élevage - AFOCG (Bio)

ÉVOLUTION DE REVENUS

Ce graphique montre l'extrême volatilité des revenus des éleveurs laitiers sur la dernière décennie, exception faite des systèmes AOP de l'Est. Les crises successives et parfois cumulées liées au prix du lait (2009, 2015, 2016), au prix des intrants (2012), aux aléas climatiques (2018) ou aux mauvais résultats des ateliers grandes cultures sont responsables de cette grande instabilité. Malgré les augmentations considérables de productivité de la main-d'œuvre (plus de 50 % d'augmentation en plaine entre 2007/2008 et 2017/2018), très peu de systèmes ont un revenu moyen 2018 supérieur à celui de 2007, témoignant de difficultés structurelles autant que conjoncturelles.

3 LES REVENUS DES EXPLOITATIONS

BASE DES ESTIMATIONS DE REVENUS 2018 ET MÉTHODOLOGIE

Les estimations des revenus 2018 ont été réalisées à partir des données de 298 exploitations (283 issues du dispositif INOSYS Réseaux d'élevage bovins lait dont 16 élevages bio et 15 transmises par l'Afocg (*) pour compléter l'échantillon lait bio de plaine). Elles sont réalisées à structures constantes à partir des résultats observés en 2017 (cheptel, surface, main-d'œuvre, endettement...) auxquels sont appliqués des indices d'évolution pour 2018. Ces derniers peuvent avoir des origines diverses : IPAMPA (charges), ARVALIS et AGRESTE (rendements et prix grandes cultures), FAM (prix du lait et de la viande bovine), INOSYS Réseaux d'élevage (données régionales)...

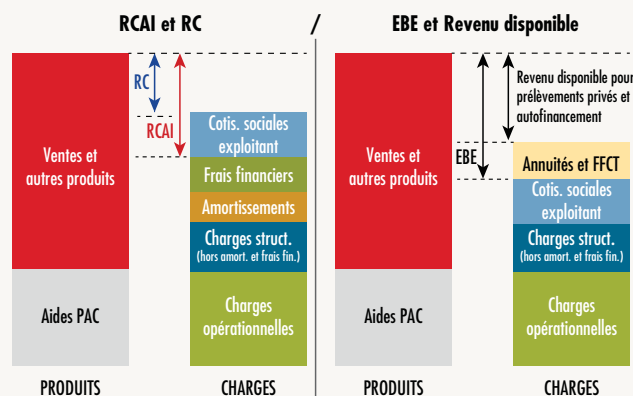
Ces estimations qui portent sur le résultat courant prennent en compte les amortissements et les frais financiers mais également une évaluation des cotisations sociales calculées sur la moyenne triennale.

(*) Association de Formation Collective à la Gestion

Plus d'informations : <http://idele.fr/filieres/bovin-lait.html> -> onglet Réseaux d'élevage



INDICATEURS DE RÉSULTATS

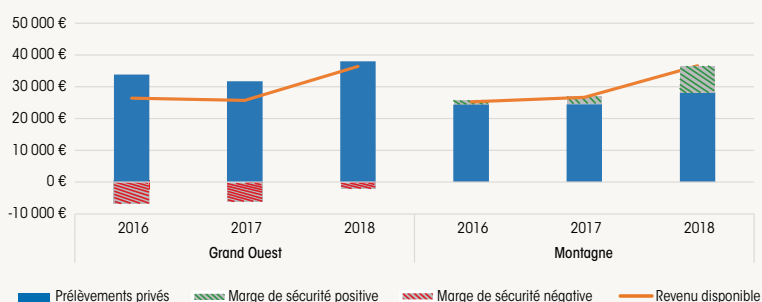


RCAI : résultat courant avant impôt et cotisations sociales - RC : résultat courant
EBE : excédent brut d'exploitation - FFCT : frais financiers court terme

A L'ÉTÉ 2018, UNE EXPLOITATION SUR TROIS EN TNG NÉGATIVE

UTILISATION DU REVENU DISPONIBLE : PRÉLÈVEMENTS PRIVÉS ET MARGE DE SÉCURITÉ

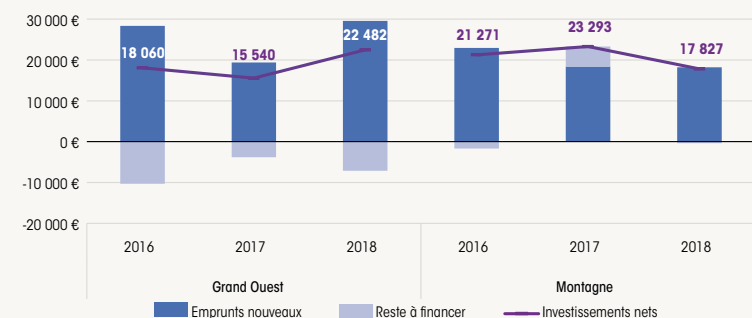
(Clôtures d'été)



Source : Étude pour la CNE «été 15-17», d'après données Afocg, GIE Entr'AS, Cerfrance AMC, AS 71, traitement Institut de l'Élevage, échantillon constant

FINANCEMENT DE L'INVESTISSEMENT

(Clôtures d'été)



Source : Étude pour la CNE «été 15-17», d'après données Afocg, GIE Entr'AS, Cerfrance AMC, AS 71, traitement Institut de l'Élevage, échantillon constant

L'Observatoire de l'endettement et des trésoreries (*) montre que le revenu disponible moyen de l'échantillon suivi demeure inférieur à 25 000 €/UMOex. (résultats de 220 exploitations laitières du Grand Ouest et du Massif Central en clôtures comptables au 30/06/2018). Ainsi, les exploitations du Grand Ouest n'ont toujours aucune marge de sécurité tandis que celle dégagée par les exploitations du Massif Central peut tout juste être qualifiée de « raisonnable » (13 % de l'EBE). Dans l'ensemble, les prélèvements privés s'améliorent mais restent bas, proches de 22 500 € annuels par UMOex (moyenne toutes zones).

Si les investissements repartent à la hausse dans le Grand Ouest, ils sont en baisse en Montagne. Dans les 2 cas, ils sont entièrement financés par des emprunts. Dans le Grand Ouest, pour la 3^{ème} année consécutive, ces emprunts sont aussi utilisés pour refinancer les investissements passés.

Si la conjoncture s'est améliorée, les dettes court-terme des exploitations laitières demeurent très importantes. Les exploitations à trésorerie nette globale négative représentent encore 29 % des élevages suivis (35 % dans le Grand-Ouest). Leurs dettes court-terme, deux fois supérieures à la moyenne, atteignent 205 €/1 000 l et leur trésorerie nette globale continuent de diminuer. Compte tenu de la hausse des charges (conjoncture, sécheresse), et de la stagnation des produits, la situation financière a peu de chance d'évoluer favorablement au second semestre 2018 et en début 2019.

(*) Étude pour la CNE « été 15-18 », d'après données Afocg, COGEDIS, GIE Entr'AS, Cerfrance AMC, Traitement Institut de l'Élevage, échantillon constant

3 LES REVENUS DES EXPLOITATIONS

IPAMPA LAIT DE VACHE, HAUSSE CONFIRMÉE EN 2018 QUI ENTRAÎNE L'INDICATEUR DE MARGE MILC À LA BAISSE EN ABSENCE DE REVALORISATION DES PRODUITS

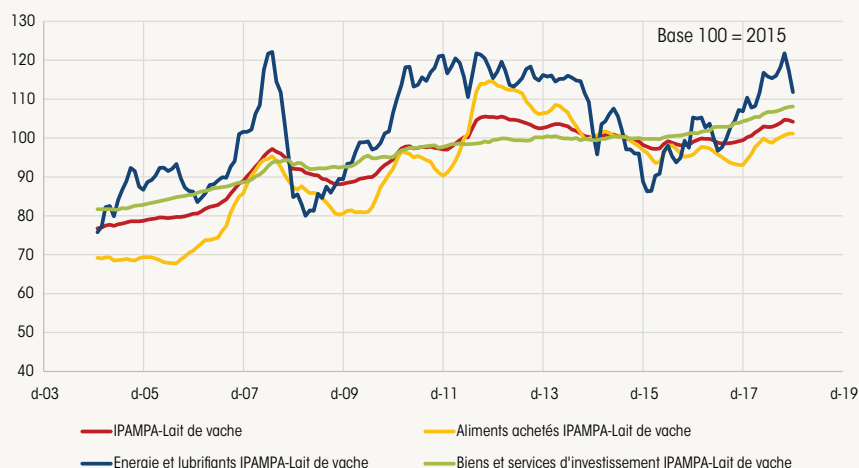
L'IPAMPA lait de vache (indice des prix d'achat des moyens de production agricole) mesure l'évolution du prix d'un panier fixe (révisé tous les 5 ans) de charges typiques des exploitations bovines laitières : il ne prend, par exemple, pas en compte la modulation des apports de concentrés ou des achats de fourrages selon les conditions climatiques et économiques.

Après 3 années de baisse consécutives (2014, 2015 et 2016), l'IPAMPA lait de vache a connu une inversion de tendance en 2017 (+1 %) et une très nette hausse en 2018 (+3,6 %).

Depuis 2016, l'Institut de l'Élevage publie l'indicateur de marge MILC (Marge IPAMPA Lait sur Coût total indicé) qui mesure chaque mois la différence entre la valeur du panier de produits (hors aides) des ateliers lait et la valeur du panier de charges indicées dans l'IPAMPA. En 2018, cet indicateur, plus facilement interprété

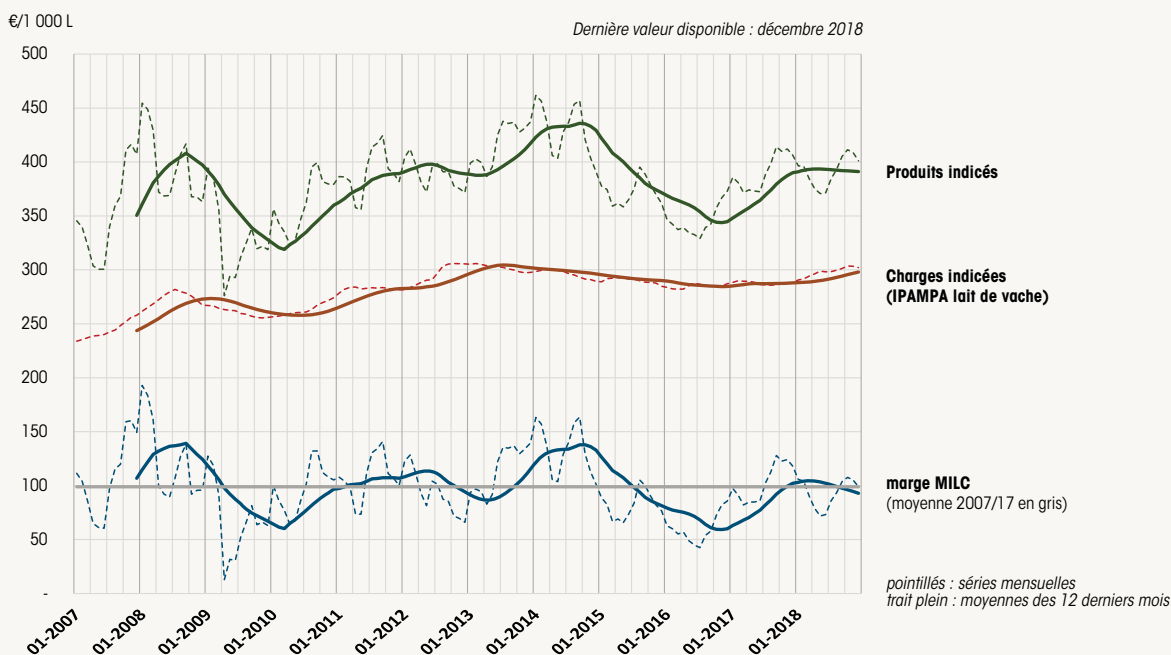
sur 12 mois glissants, a peu évolué autour de sa moyenne décennale. D'abord plus élevé que cette moyenne à la faveur de la poursuite d'une amélioration du prix du lait jusqu'en mars 2018, il est repassé sous la moyenne suite la hausse des charges particulièrement sensible depuis la mi 2018. Cette hausse des charges de 10,2 €/1 000 l d'une année sur l'autre provient d'abord du prix des aliments achetés (+3,8 %, soit +3,30 €/1 000 l), et de l'énergie (+11,3%, et +2,7 €/1 000 l). Le reste (+2,5 €/1 000 l) provient essentiellement du prix d'achat des matériels neufs (+3,1 %) et du coût de construction des bâtiments. Sur l'année, cette hausse de charges de 10,2 € entraîne une baisse de l'indicateur de marge de 9,3 €/1 000 l puisque les produits indicés (lait, vaches de réforme, veau de 8 jours) sont pratiquement stables (+0,9 €/1 000 l).

ÉVOLUTION DE L'IPAMPA LAIT DE VACHE



Source : GEB-Institut de l'Élevage d'après Agreste et INSEE

PRODUITS INCIDÉS - CHARGES INDICÉES = MILC (MARGE IPAMPA LAIT DE VACHE SUR COÛT TOTAL INDICÉ)



Source : Institut de l'Élevage d'après FranceAgriMer, INSEE et SSP

LEXIQUE

- Marge de sécurité = EBE – annuités LMT – prélèvements privés
- Trésorerie Nette Globale = Disponible + créances + stocks conjoncturels – dettes CT et fournisseurs
- Peu endettés : annuités/EBE < 40 %, dettes totales/actif < 40 %
- Endettés LMT (ELMT) : annuités/EBE > 40 %, dettes totales/actif > 40 %, TNG positive
- Trésorerie Nette Globale négative (TNG neg) : annuités/EBE > 40 %, dettes totales/actif > 40 %, TNG négative

3 LES REVENUS DES EXPLOITATIONS LAIT SPÉCIALISÉ DE PLAINE

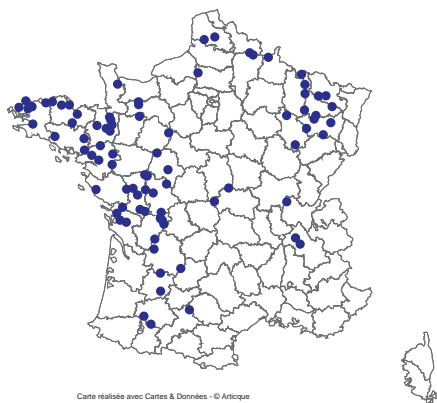
Un revenu en baisse mais dans le haut de la fourchette historique



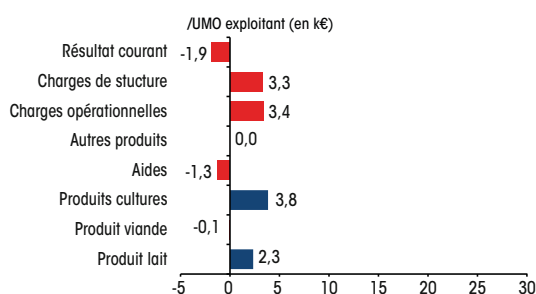
DONNÉES REPÈRES

- 2,19 UMO totales dont 1,84 UMO exploitant
- 117 ha de SAU dont 85 ha de SFP
- 86 vaches laitières / 654 000 litres de lait vendus

LOCALISATION DES 94 EXPLOITATIONS



ÉVOLUTION ESTIMÉE DES RÉSULTATS ÉCONOMIQUES ENTRE 2017 ET 2018



Source : GEB-Institut de l'Élevage d'après INOSYS Réseaux d'élevage

L'année 2018 est marquée par la sécheresse et un printemps tardif et humide. Les effets de ces aléas climatiques sont variables selon les régions. Le revenu moyen serait en baisse en 2018, mais il resterait à un niveau comparable aux valeurs les plus élevées de ces dix dernières années.

Bonne dynamique laitière sur la lancée de 2017

Dans les exploitations spécialisées de plaine, on note une légère hausse du volume moyen livré (+0,5 %) même s'il convient de nuancer l'analyse car selon les zones géographiques les évolutions de volumes ont été sensiblement différentes. Ainsi le Grand Ouest connaît une hausse de + 2 % à + 5 % alors que le Grand Est est sur une baisse de -1 à -2 % et que le Sud-Ouest chute encore plus fortement. Le prix du lait est conforté en 2018 avec une hausse de 3 €/1 000 l permettant une légère hausse du produit lait de 1,3 %.

Érosion du produit viande et des aides, contrebalancée par un « effet cultures de vente »

Le produit viande se serait dégradé (-4 %) avec les cours des vaches de réforme et des veaux nourrissons. À cela s'ajoute une baisse marquée des aides liée à la convergence : -3,9 % sur les aides totales et -4,9 % pour les aides découplées. L'amélioration du produit des cultures de vente aurait permis de compenser la baisse des aides et du produit viande. Dans ces exploitations spécialisées, il serait en hausse de 15,5 % grâce essentiellement aux prix de vente en augmentation entre 2017 et 2018, les rendements des céréales étant plutôt en recul dans une majorité de régions.

Des difficultés de maîtrise des charges dans ce contexte

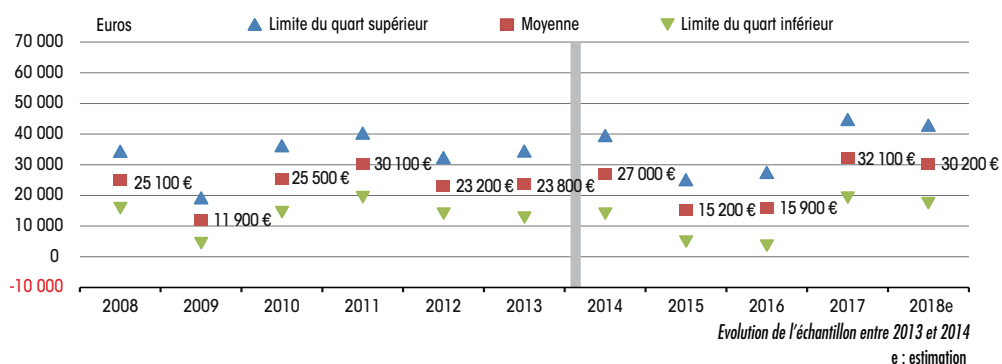
En 2018, les cours de l'énergie ont impacté les charges de structure, en hausse de 2,5 %. Les charges opérationnelles animales auraient été alourdies par la hausse des prix d'approvisionnement et par la sécheresse (+3,8 %). Des achats de fourrages pour combler les déficits ou de concentrés pour compenser la moindre qualité des ensilages de maïs ont été effectués. Dans les systèmes de l'Ouest plus pâturant, l'effet du printemps tardif a aussi contribué à renchérir le coût alimentaire. Les faibles rendements de paille ont aussi dû être compensés par des achats de litière. Au final, c'est une hausse moyenne de 5,8 % des charges opérationnelles qui est estimée sur les élevages spécialisés de plaine.

Le revenu résiste malgré l'année climatique difficile

Le revenu 2018 par UMO exploitant reste cependant bien positionné par rapport aux 10 dernières années. Il atteindrait 30 200 €/UMOex en 2018 en baisse de 6 % par rapport à 2017.

ÉVOLUTION DU RÉSULTAT COURANT

/UMO exploitant et variabilité annuelle



Source : GEB-Institut de l'Élevage d'après INOSYS Réseaux d'élevage

3 LES REVENUS DES EXPLOITATIONS LAIT ET VIANDE BOVINE DE PLAINE

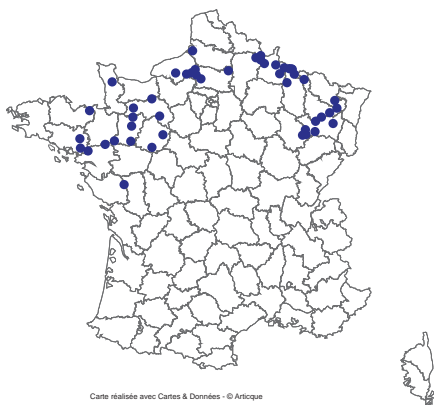
La hausse des charges pénalise les résultats



DONNÉES REPÈRES

- 2,6 UMO totales dont 2,03 UMO exploitant
- 165 ha de SAU dont 133 ha de SFP
- 90 vaches laitières / 654 000 litres de lait vendus
- 75 UGB viande

LOCALISATION DES 50 EXPLOITATIONS



Les hausses des produits lait et cultures n'ont pu compenser celles des charges. On assisterait en 2018 à une baisse du résultat courant (-3 500 €/UMOex) qui resterait toutefois supérieur à la moyenne des dix dernières années.

Une consolidation du prix du lait

L'amélioration du prix du lait en 2017 s'est confirmée au cours de l'année 2018 mais avec une augmentation bien plus limitée, estimée à + 4 €/1 000 l. Les volumes livrés ont également eu une évolution positive en moyenne sur l'année (+1 % soit + 7 000 l / point de collecte) bien que des fortes variations régionales aient été observées. La hausse des volumes et du prix aurait permis une augmentation du produit lait de 3 100 €/UMOex.

Une conjoncture très favorable pour les cultures de vente

Les excès d'eau du printemps ont pénalisé le rendement des cultures d'hiver, qui est en moyenne inférieur à 2017, à l'exception de la région Grand Est. Les secteurs fortement touchés par la sécheresse ont eu des rendements décevants sur les cultures de printemps. Mais, grâce à la hausse du prix de vente, le produit cultures s'accroît nettement par rapport à 2017 (+ 4 900 €/UMOex).

Un produit viande et des aides en baisse

La conjoncture de la viande bovine n'a pas connu d'amélioration en 2018. Les légères hausses du prix des jeunes bovins et des broutards n'ont pas compensé la baisse des prix de vente des femelles entraînant une nouvelle dégradation du produit viande. Il en va de même pour les aides perçues, principalement à cause de la convergence des DPB et de la diminution des aides directes.

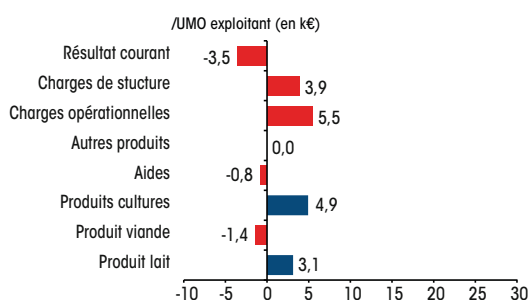
Une envolée des charges opérationnelles et de structure

Les charges opérationnelles et de structure sont réparties fortement à la hausse pour des raisons à la fois conjoncturelles et climatiques. Les prix de la plupart des approvisionnements flambent (+3,8 % pour l'IPAMPA lait de vache) tandis que la mauvaise qualité des ensilages de maïs, des premiers cycles d'herbe et la sécheresse ont conduit à des achats compensateurs onéreux dans de nombreuses exploitations. La hausse des postes de charges cumulés atteindrait 9 400 €/UMOex.

La sécheresse impactera aussi 2019

Le résultat courant en baisse, s'établirait à 28 700 €/UMOex en 2018. Même s'il resterait supérieur de 4 000 €/UMOex à la moyenne des dix dernières années, la forte augmentation des charges pèse lourd sur l'évolution du résultat final. La sécheresse met également à mal les trésoreries en raison d'achats d'aliments. Ses conséquences ne manqueront de se faire ressentir aussi en 2019 où les achats se poursuivront probablement jusqu'à la fin de l'hiver et où la prochaine moisson est d'ores et déjà pénalisée par les difficultés de semis et de levée des cultures d'automne.

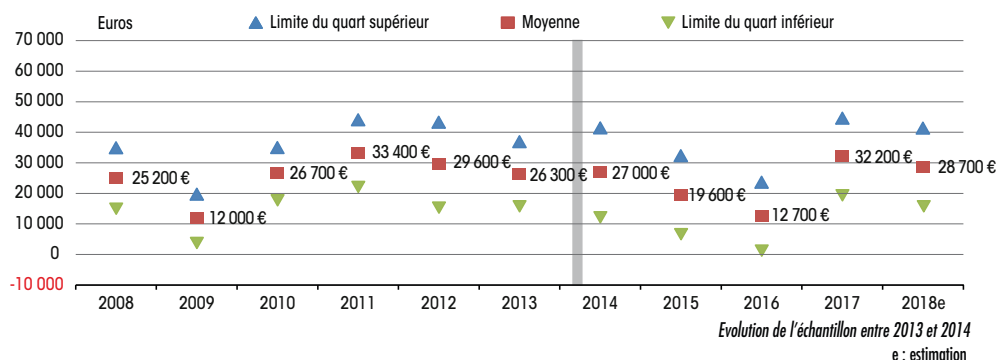
ÉVOLUTION ESTIMÉE DES RÉSULTATS ÉCONOMIQUES ENTRE 2017 ET 2018



Source : GEB-Institut de l'Élevage d'après INOSYS Réseaux d'élevage

ÉVOLUTION DU RÉSULTAT COURANT

/UMO exploitant et variabilité annuelle



Source : GEB-Institut de l'Élevage d'après INOSYS Réseaux d'élevage

3 LES REVENUS DES EXPLOITATIONS LAIT ET CULTURES DE VENTE

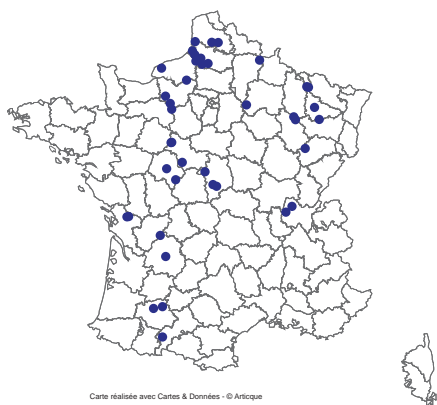
Des revenus qui retrouvent leur meilleur niveau



DONNÉES REPÈRES

- 2,68 UMO totales dont 2,16 UMO exploitant
- 196 ha de SAU dont 118 de cultures de vente
- 85 vaches laitières / 689 000 litres de lait vendus

LOCALISATION DES 42 EXPLOITATIONS



L'année 2018 confirme le redressement des revenus pour les systèmes lait et grandes cultures. Si les rendements céréaliers sont légèrement moins bons qu'en 2017 du fait de la sécheresse, les prix de vente favorables ont permis une hausse des produits végétaux. Le produit lait profite aussi dans une moindre mesure d'une légère embellie sur les prix.

Des rendements moyens mais une conjoncture économique plus favorable

Les évolutions des revenus des exploitations de polyculture élevage sont largement influencées par les résultats de l'atelier grandes cultures. En 2018, ceux-ci ont été plutôt bons. Malgré des rendements en recul dans de nombreuses régions du fait des conditions climatiques peu favorables, le produit des cultures est en hausse (+10 000 €/UMOex) grâce à des prix de ventes favorables. Pour la betterave sucrière, la campagne s'est également soldée sur une note positive. Pénalisée en rendements par le manque d'eau, les résultats ont été maintenus grâce à des taux de sucre élevés. Enfin, certains approvisionnements plus spécifiques des cultures (semences, engrais, produits de défense) ont encore connu en 2018 une évolution de prix à la baisse.

Un produit lait en très légère hausse

La hausse du prix du lait en 2018 est bien plus limitée que celle des années précédentes. Combinée à un maintien des volumes livrés, elle permettrait une légère croissance du produit lait (+1 200 €/UMOex). Le produit viande stagne.

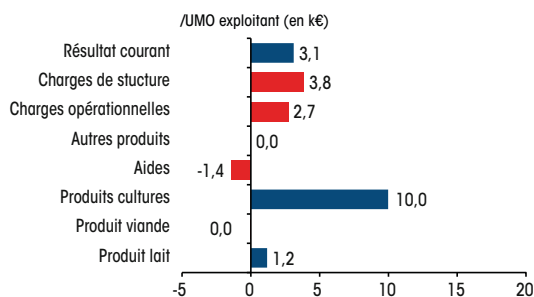
Les charges repartent à la hausse

Après des années 2015 et 2016 calamiteuses (crises cumulées du lait et des cultures), la tendance était plutôt aux économies de charges. 2017 et 2018, plus favorables, pourraient s'accompagner de dépenses plus élevées. Ces hausses peuvent toutefois avoir des origines diverses : retour des investissements, augmentation des coûts des approvisionnements, dépenses exceptionnelles liées aux aléas climatiques.

Un revenu qui se consolide

La conjoncture de 2017 avait permis un retour à des niveaux de revenus plus conformes à ce type de systèmes après deux années de très mauvaise conjoncture. L'année 2018 confirme cette tendance, très proche de la stabilité (+3 100 €/UMOex), malgré une météo offrant quelques fraysers. Le résultat courant atteindrait 37 900 €/UMOex supérieur à la moyenne des dix dernières années. On notera cependant le très grand écart (de 35 000 €/UMOex) entre les quarts supérieurs et inférieurs des rémunérations : 25 % des polyculteurs éleveurs obtiennent moins de 20 000 €/UMOex dans une conjoncture qu'on peut qualifier de correcte par rapport aux années précédentes.

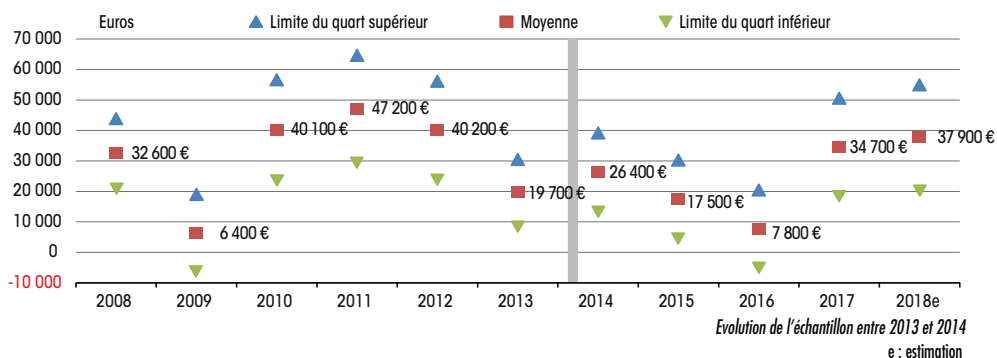
ÉVOLUTION ESTIMÉE DES RÉSULTATS ÉCONOMIQUES ENTRE 2017 ET 2018



Source : GEB-Institut de l'Élevage d'après INOSYS Réseaux d'élevage

ÉVOLUTION DU RÉSULTAT COURANT

/UMO exploitant et variabilité annuelle



Source : Source : GEB-Institut de l'Élevage d'après INOSYS Réseaux d'élevage

3

LES REVENUS DES EXPLOITATIONS LAIT DES MONTAGNES DE L'EST

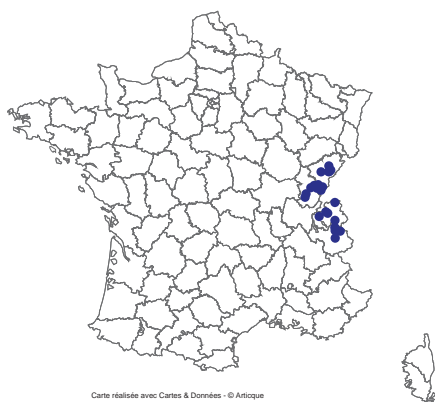
Une certaine sensibilité aux aléas climatiques



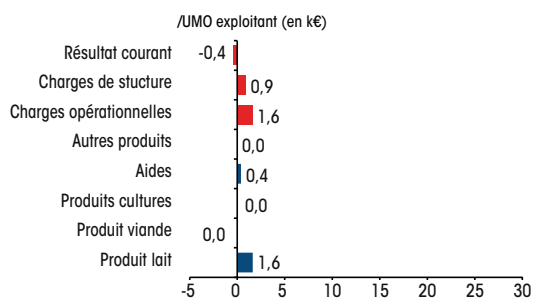
DONNÉES REPÈRES

- 2,13 UMO totales dont 1,97 UMO exploitant
- 97,7 ha de SAU dont 92,7 ha de SFP
- 62 vaches laitières / 382 000 litres de lait vendus

LOCALISATION DES 24 EXPLOITATIONS



ÉVOLUTION ESTIMÉE DES RÉSULTATS ÉCONOMIQUES ENTRE 2017 ET 2018



Source : GEB-Institut de l'Élevage d'après INOSYS Réseaux d'élevage

Les revenus de l'année 2018 se tasseraient légèrement par rapport à 2017 qui avait été une excellente année fourragère. 2018 a été caractérisée par un printemps tardif et un premier trimestre très pluvieux, suivi d'une longue sécheresse surtout marquée en Franche-Comté.

Des AOP et IGP qui se portent bien

Les exploitations de ce groupe, situées dans les massifs des Alpes du Nord et du Jura, bénéficient d'une très bonne valorisation du lait grâce à un marché dynamique des fromages AOP ou IGP. Le prix du lait poursuit sa progression à un rythme annuel régulier d'environ 5 €/1 000 l.

Une saison fourragère chaotique

Après un printemps tardif, la pluie a perturbé les récoltes de foins. Les exploitations qui disposent d'un séchage en grange ont pu rentrer des coupes précoces d'assez bonne qualité alors que les autres, ayant fauché à un stade avancé, ont récolté du foin de qualité médiocre. Ensuite, la pluviométrie insuffisante n'a pas permis de récolter beaucoup de regain. La production laitière en alpage a été bonne car la neige a fondu tardivement et les vaches ont pâturé l'herbe à un bon stade. Ensuite, la sécheresse d'été et d'automne a obligé les éleveurs à vendre des animaux improductifs et à acheter du fourrage.

La hausse du produit lait presque absorbée par celle des charges d'alimentation

Bien que la production ait marqué le pas en fin d'année en raison de la sécheresse, les livraisons annuelles progressent grâce à l'excellente qualité des foins de 2017 distribués début 2018, voire même en fin d'été quand la pâture a manqué. Cet accroissement de production combinée à la conjoncture laitière favorable conduirait à une hausse du produit lait de 1 600 €/UMOex. En parallèle les charges opérationnelles, notamment les charges d'alimentation, ont fortement augmenté. La qualité des foins de 2018 étant bien moindre que celle de 2017, les éleveurs ont distribué plus de concentrés aux vaches. Certains d'entre eux ont aussi compensé le déficit fourrager dû à la sécheresse par des achats de fourrages au prix fort ou des concentrés supplémentaires, dans la limite de leur cahier des charges.

La réforme de la PAC toujours favorable

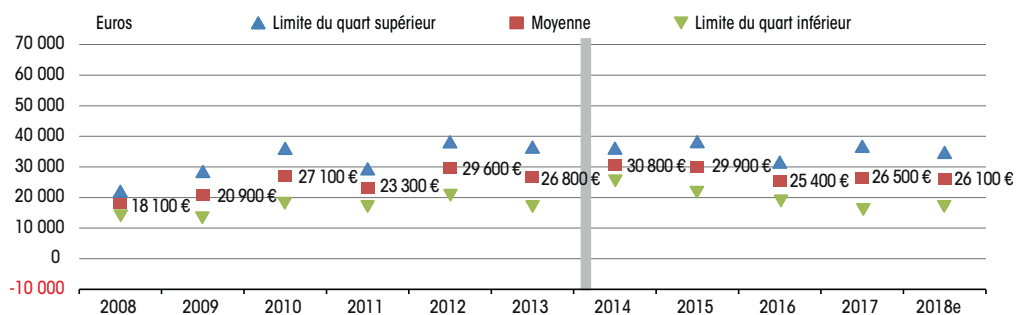
La réforme de la PAC reste favorable aux systèmes de montagne herbagers et relativement extensifs. Le principe de convergence et les mesures en faveur des zones défavorisées conduisent à une augmentation des aides qui devrait se poursuivre jusqu'en 2019.

Un revenu en léger retrait

Les revenus sont estimés en léger recul. Cette évolution est expliquée par la hausse des prix des approvisionnements et des achats d'aliments pour compenser la sécheresse. Nous nous attendons aussi à une forte rémanence de la sécheresse 2018 sur les résultats de l'année 2019. Cependant ces systèmes restent caractérisés par une remarquable stabilité de leurs revenus depuis une dizaine d'années.

ÉVOLUTION DU RÉSULTAT COURANT

/UMO exploitant et variabilité annuelle



Evolution de l'échantillon entre 2013 et 2014
e : estimation

Source : Source : GEB-Institut de l'Élevage d'après INOSYS Réseaux d'élevage

3 LES REVENUS DES EXPLOITATIONS LAIT DES MONTAGNES ET PIÉMONT DU SUD

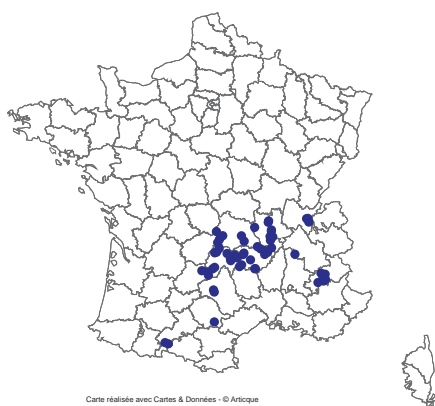
Hausse des charges et baisse des livraisons



DONNÉES REPÈRES

- 1,95 UMO totales dont 1,83 UMO exploitant
- 88 ha de SAU dont 78 ha de SFP
- 62 vaches laitières / 420 000 litres de lait vendus

LOCALISATION DES 57 EXPLOITATIONS



En 2018, la hausse conjoncturelle des charges combinée aux effets de la sécheresse a entraîné une dégradation des revenus après une année 2017 qui restera parmi les meilleures de la décennie.

Une hausse conjoncturelle et climatique des charges

En 2018, les charges ont été en nette augmentation par rapport à l'année précédente. Les charges de structure (+1 800 €/UMOex) subissent la hausse des prix des carburants, des bâtiments et du matériel. Les charges opérationnelles s'accroissent aussi (+4 700 €/UMOex) avec une part prépondérante du poste alimentation. À la hausse des prix des intrants s'est ajouté l'impact de la sécheresse qui a sévi de juillet à novembre sur le Massif Central et son pourtour. La distribution de fourrages très tôt dans l'été et jusque tard à l'automne, en raison de l'absence de repousse d'herbe, a largement entamé les stocks hivernaux. Ainsi, le déficit fourrager, particulièrement marqué dans les systèmes herbagers d'altitude, pourrait être supérieur dans certaines exploitations à 1tMS/UGB. Des achats compensateurs, souvent à des prix très élevés (spéculation sur la paille) ont été réalisés ou le seront en cours d'hiver selon les besoins et la précocité du printemps.

Un prix du lait en très légère hausse mais des livraisons en baisse

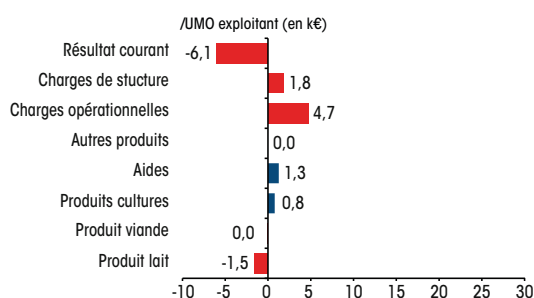
Dans la plupart des entreprises qui collectent sur la zone étudiée, les prix de base progressent de quelques euros entre 2017 et 2018. Cela se traduit par une augmentation du prix payé aux producteurs d'environ 4 €/1 000 l, même si certaines livraisons ont pu être pénalisées par une qualité dégradée à cause de la canicule.

Malgré une évolution favorable au premier semestre, les livraisons annuelles sont en baisse d'environ 3 % et feraient reculer le produit de 1 500 €/UMOex. La canicule et de la sécheresse ont en effet fait chuter la production par vache au second semestre malgré les distributions de fourrages et concentrés supplémentaires. À cela s'ajoute, dans les zones d'altitude, une médiocre qualité des ensilages d'herbe et des foins dont les récoltes ont été perturbées par le printemps humide. Les systèmes de plus basse altitude, ou avec une part de maïs dans la ration, sont moins pénalisés. Le sud des Alpes fait figure d'exception car la production fourragère a été stimulée par une pluviométrie régulière.

Un revenu qui se détériore.

Sans les incidents climatiques, le revenu des éleveurs aurait quasiment été maintenu en 2018, la légère progression du prix du lait couvrant les hausses conjoncturelles de charges. Mais l'impact du printemps humide sur la qualité des premières coupes, notamment en altitude, et surtout la sécheresse sont en grande partie responsables de la baisse de revenu estimée en moyenne à 6 100 €/UMOex.

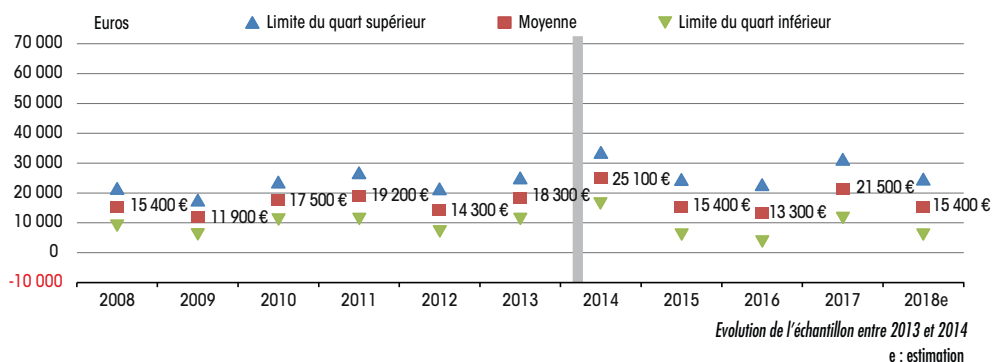
ÉVOLUTION ESTIMÉE DES RÉSULTATS ÉCONOMIQUES ENTRE 2017 ET 2018



Source : GEB-Institut de l'Élevage d'après INOSYS Réseaux d'élevage

ÉVOLUTION DU RÉSULTAT COURANT

/UMO exploitant et variabilité annuelle



Source : Source : GEB-Institut de l'Élevage d'après INOSYS Réseaux d'élevage

3

LES REVENUS DES EXPLOITATIONS LAIT BIO DE PLAINE

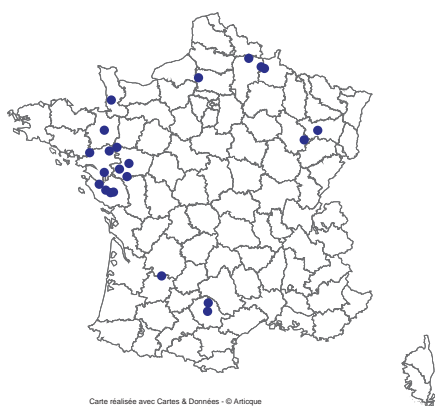
Le déficit fourrager dégrade fortement les revenus



DONNÉES REPÈRES

- 1,93 UMO totales dont 1,52 UMO exploitant
- 96 ha de SAU dont 87 ha de SFP
- 66 vaches laitières / 333 000 litres de lait vendus

LOCALISATION DES 31 EXPLOITATIONS



Dans les exploitations laitières « bio » de plaine, le résultat courant par UMOex est en forte baisse entre 2017 et 2018. La sécheresse a fortement impacté la quantité de fourrage disponible.

Une année fourragère compliquée

La faible disponibilité des fourrages depuis l'été 2018 a eu des conséquences importantes sur la production laitière, en baisse moyenne de 4 % par point de collecte entre 2017 et 2018. Le contraste régional est évidemment important. Les régions de l'Est et la Normandie sont particulièrement touchées. La situation semble moins problématique en Bretagne et Pays de la Loire. Des achats de fourrages et, plus rarement, de concentrés ont été effectués. Cependant cette solution est particulièrement coûteuse pour les élevages bio.

Prix du lait stable mais une hausse des charges

Pour une majorité des opérateurs, le prix du lait est stable entre 2017 et 2018 tandis que pour quelques autres nous enregistrons une légère baisse principalement due à la part de lait déclassé et vendu en conventionnel. Ainsi, l'évolution moyenne du prix du lait bio serait en très léger recul (-2 €/1 000 l). Parallèlement la hausse des charges de structure (mécanisation) impacte fortement le revenu 2018. Selon nos estimations, celui-ci serait en baisse de près de 9 000 € par unité de main-d'œuvre pour les exploitations étudiées. Cette baisse de revenu intervient dans un contexte de trésorerie tendue. En effet, le retard du paiement des aides bio (conversion, MAE ...) est constaté dans plusieurs régions françaises.

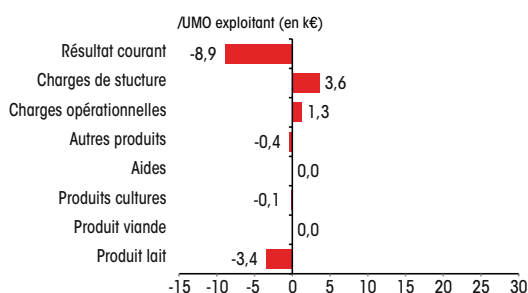
Sur le long terme, des résultats supérieurs...

Malgré l'année 2018 défavorable, sur le long terme les résultats constatés dans les exploitations biologiques restent supérieurs à ceux des exploitations conventionnelles même s'ils ne sont pas systématiquement bons. Pour preuve, nous constatons des écarts particulièrement importants au sein de ce groupe. Si la moyenne du résultat courant s'établissait à 37 000 €/UMOex en 2017, 25 % des exploitations obtenaient un résultat supérieur à 56 000 €/UMOex tandis que le quart inférieur plafonnait à 18 000 €/UMOex.

Vigilance sur les charges de mécanisation et l'autonomie alimentaire

Deux éléments principaux expliquent les écarts de revenus : les volumes de lait livré/UMOex et les charges de mécanisation. Dans les exploitations à faible revenu, ces dernières dépassent 200 €/1 000 l. Avec un niveau d'endettement très élevé (plus de 180 € d'annuités/1 000 l), ces exploitations s'avèrent particulièrement fragiles. Cette fragilité peut aussi s'expliquer par un manque d'autonomie fourragère. Celle-ci semble plus fréquente dans les élevages récemment convertis, souvent de plus grande taille mais également plus intensifs, que dans ceux aux conversions plus anciennes.

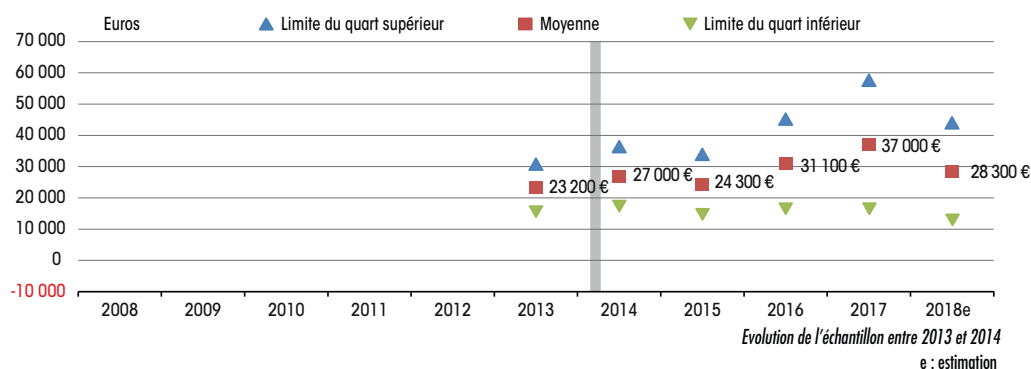
ÉVOLUTION ESTIMÉE DES RÉSULTATS ÉCONOMIQUES ENTRE 2017 ET 2018



Source : GEB-Institut de l'Élevage d'après INOSYS Réseaux d'élevage - AFOCG

ÉVOLUTION DU RÉSULTAT COURANT

/UMO exploitant et variabilité annuelle



Source : GEB-Institut de l'Élevage d'après INOSYS Réseaux d'élevage - AFOCG

4

PRODUCTION ET MARCHÉS EUROPÉENS

L'arrêt de la croissance de la collecte européenne

La production européenne a évolué à front renversé en 2018 par rapport à l'année précédente. Relancée au 2nd semestre 2017, elle a été dynamique au 1^{er} semestre 2018, puis a subi un fort ralentissement imputable à la météo. Malgré un prix du lait plutôt stable, les éleveurs européens du Nord ont subi un léger renchérissement des charges et surtout d'importants déficits fourragers.

Ce retournement de tendance a facilité l'assainissement du marché des protéines laitières, encore plombé jusqu'à l'été par les stocks d'intervention encombrants. Au 2nd semestre, la Commission européenne a saisi l'opportunité du reflux de la collecte pour les remettre à bas prix sur le marché, ce qui a contribué ensuite au redressement des cours des protéines laitières.

Désormais bien phasés et bien orientés, les cours du beurre et des protéines laitières préfigurent une année 2019 sous de meilleurs auspices pour les filières européennes... sauf nouvel aléa climatique ou autre.

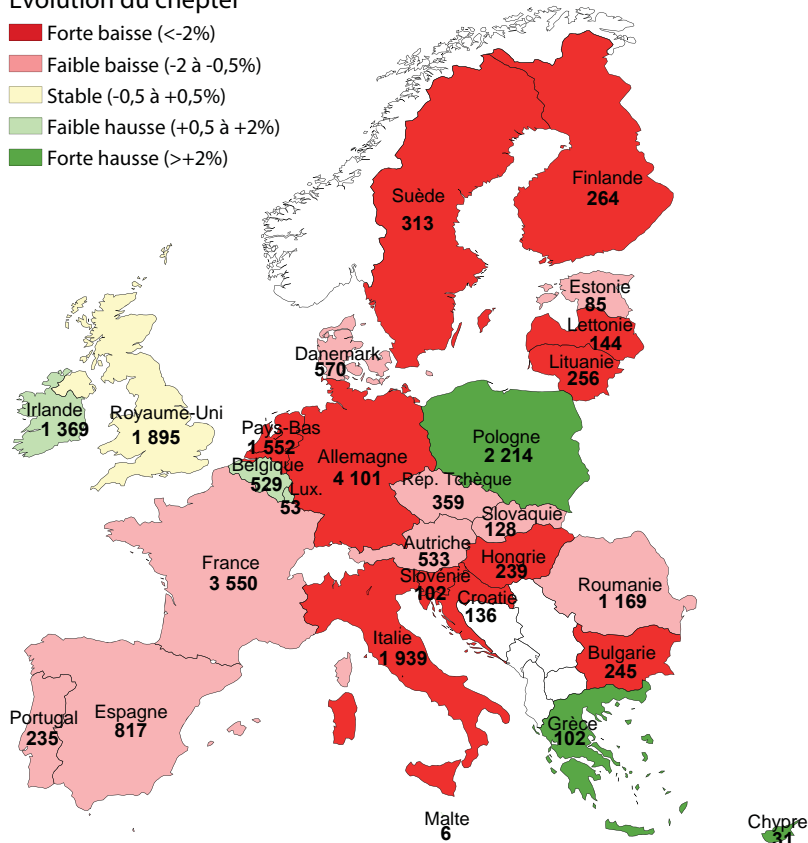


CHEPTEL EUROPÉEN 2018

EFFECTIF DE VACHES LAITIÈRES EN DÉCEMBRE 2018 (1 000 TÊTES) ET ÉVOLUTION PAR RAPPORT À DÉCEMBRE 2017 (%)

Evolution du cheptel

- Forte baisse (<-2%)
- Faible baisse (-2 à -0,5%)
- Stable (-0,5 à +0,5%)
- Faible hausse (+0,5 à +2%)
- Forte hausse (>+2%)



Après une période de relative stabilité de 2013 à 2016, autour de 23,5 millions de vaches, le cheptel laitier de l'UE-28 a reculé pour la deuxième année consécutive, plus nettement en 2018 (-1,6%) qu'en 2017 (-0,9%). Il serait ainsi passé sous la barre des 23 millions de têtes pour la première fois depuis le dernier élargissement.

Presque tous les grands pays laitiers subissent une forte érosion de leur cheptel. En premier lieu l'Allemagne (-2,3%) et la France (-0,9%). Le cheptel néerlandais s'est rétracté de près de -7% en un an, soit autant qu'en 2017, toujours en raison de mise aux normes environnementales des élevages mais aussi de la sécheresse. En revanche, la Pologne se singularise avec un cheptel en forte hausse (+2,8% /2017), signe d'un fort dynamisme laitier. De même, le cheptel irlandais continue de croître (+1,9%), mais moins vite en raison de la sécheresse exceptionnelle qui a aussi affecté le pays en 2018.



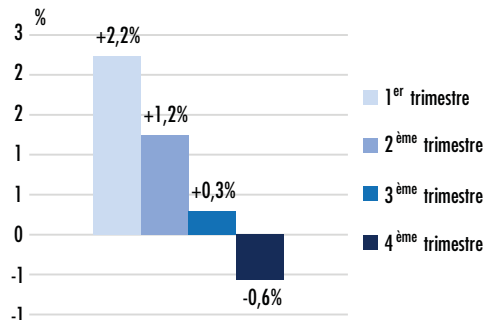
Source : GEB - Institut de l'Élevage, d'après Eurostat
Cartographie : Cartes & Données ©Articque

4 LA PRODUCTION UNION EUROPÉENNE



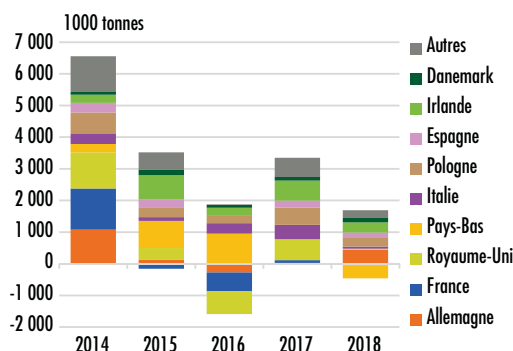
COLLECTE 2018

ÉVOLUTION DE LA COLLECTE DE L'UE EN 2018/2017



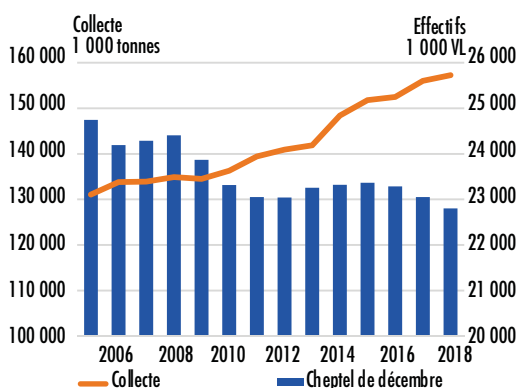
Source : GEB - Institut de l'Élevage d'après Eurostat

ÉVOLUTION DE LA COLLECTE D'UNE ANNÉE SUR L'AUTRE



Source : GEB - Institut de l'Élevage, d'après Eurostat

ÉVOLUTION DE LA COLLECTE ANNUELLE ET DU CHEPTEL DE L'UE-28



Source : GEB - Institut de l'Élevage, d'après Eurostat

Malgré un prix du lait plutôt stable, la collecte européenne a connu une trajectoire diamétralement opposée à celle suivie en 2017. Relativement dynamique au 1^{er} semestre, elle a marqué le pas durant l'été, puis a reflué au 4^{ème} trimestre.

La sécheresse exceptionnelle qui a sévi sur l'Europe du Nord a affecté la production fourragère. Les éleveurs ont contracté leur cheptel et économisé la distribution de fourrages et d'aliments concentrés devenus très chers.

Évolution contrastée d'un semestre à l'autre

La collecte européenne a faiblement progressé en 2018 (+0,8% /2017), ralentissant tout au long de l'année. Au 1^{er} semestre, elle était dynamique sur la lancée du rebond amorcé au printemps 2017. Au 2nd semestre, à partir d'août elle a commencé à subir les effets de la sécheresse marquée qui a frappé surtout l'Europe du Nord. Les éleveurs ont alors ajusté leur cheptel et rationné l'alimentation, ce qui a ralenti la croissance des rendements laitiers.

Sur l'année 2018, la collecte européenne s'élève ainsi à 157,6 millions t (+1,3 million /2017). Le supplément provient surtout de quatre pays : l'Allemagne, l'Irlande, la Pologne et le Danemark. Douze autres ont faiblement accru leur production qui a compensé les reculs de douze autres pays. Parmi ceux-ci, les Pays-Bas ont subi une forte chute de production.

Au **Royaume-Uni**, la collecte a évolué au plus près de celle de 2017. Après un printemps plutôt favorable, elle a été sensiblement affectée par la sécheresse estivale si bien que la collecte annuelle a égalé celle de 2017, à 0,1% près. En **Italie**, la production, très dynamique au printemps, a décroché à l'automne, la collecte annuelle ne progressant que de +0,6%. En **Espagne**, la croissance a été moins dynamique qu'en 2017 à +1,4%. En revanche, la production annuelle a plus ou moins reculé dans les pays baltes, en Suède, en Finlande, dans des pays de l'Est (hors Pologne).

Prix du lait presque stationnaire

En 2018, le prix du lait à la production (moyenne UE-28) a faiblement varié. Après une baisse significative au 1^{er} semestre, il s'est modérément redressé au 2nd semestre revenant en décembre à 356 €/t, soit au niveau de janvier 2017. Il a plus fortement varié dans les pays excédentaires de l'Europe du Nord, plus exposés à la volatilité des marchés mondiaux, qu'en Europe du Sud et qu'en France.

En moyenne annuelle, le prix du lait payé aux éleveurs européens s'est effrité de -2% à 341 €/t en 2018. Il a reculé dans la moitié des pays membres, en premier lieu en Allemagne (347 €/t ; -5%), aux Pays-Bas (360 € ; -5%), en Irlande (350 € ; -4%), au Danemark (360 € ; -3%), en Italie (359 € ; -3%), en Pologne (320 €/t ; -1%), en Suède et dans les pays baltes. En revanche, il s'est apprécié dans les autres pays dont en France (347 €/t ; +1%) et au Royaume-Uni (324 € ; +2%).

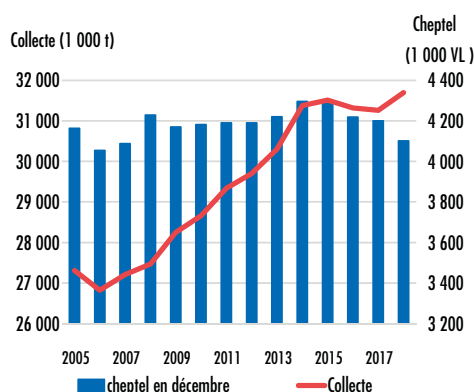
Parallèlement, le prix des charges s'est notablement apprécié (+3,6% /2017) d'après l'IPAMPA lait de vache français, sous l'effet d'une progression du prix des aliments du bétail (+3,8%) et d'une flambée du prix de l'énergie (+11%) amorcées en 2017 qui a bondi de +21% en deux ans.



4 LA PRODUCTION ALLEMAGNE

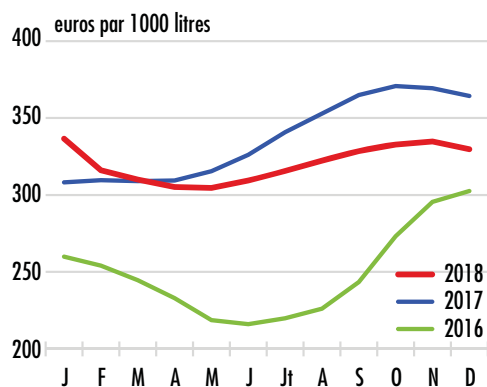


ÉVOLUTION DE LA COLLECTE ET DU CHEPTEL LAITIERS EN ALLEMAGNE



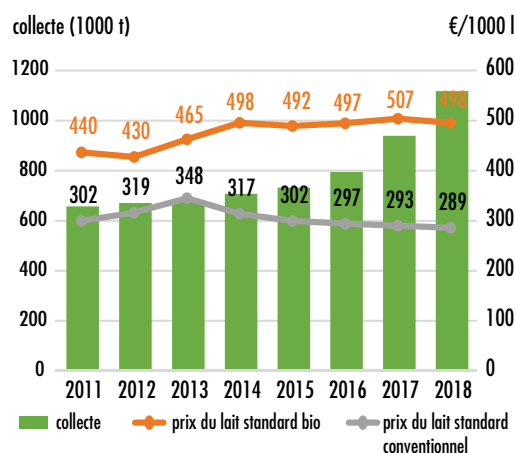
Source : GEB - Institut de l'Élevage d'après ZMB

ÉVOLUTION DU PRIX DU LAIT STANDARD EN ALLEMAGNE (RAMENÉ À 32-38)



Source : GEB - Institut de l'Élevage d'après ZMB

ÉVOLUTION DE LA COLLECTE ET DU PRIX DU LAIT BIOLOGIQUE EN ALLEMAGNE



Source : GEB - Institut de l'Élevage d'après Eurostat et Statistisches Bundesamt

Dynamique jusqu'à l'été, la production laitière allemande a ensuite été affectée par la sécheresse intense qui a sévi sur l'essentiel du pays.

Collecte ralentie à l'automne

En **Allemagne**, la sécheresse estivale, la plus longue depuis le début des relevés météorologiques il y a 140 ans, a fortement affecté la production fourragère, jusqu'à 50% dans certaines régions, et aussi la production laitière qui était encore dynamique au 1^{er} semestre (+3% /2017). Ralentie en début d'été, la production laitière a fléchi au 4^{ème} trimestre (-1,3%). En somme, la collecte nationale a progressé de +1,5% (+460 000 t) en 2018. La collecte annuelle de lait conventionnel a progressé moins vite (+0,9%), et s'est même stabilisée à l'Est, sous l'effet de conversions toujours nombreuses d'élevages à la production bio.

Cheptel réduit

Les éleveurs allemands ont abondamment réformé au 2nd semestre pour ajuster leur troupeau aux moindres disponibilités fourragères mais sans compromettre leur potentiel de production. Le cheptel national a perdu 100 000 vaches en un an (-2,3%) : il a été ramené à 4,1 millions de têtes en novembre 2018. La baisse des effectifs a été de même ampleur à l'Est qu'à l'Ouest, mais légèrement moins prononcée au Nord qu'au Sud.

Cessations laitières moins nombreuses

Cet incident climatique n'a pas accéléré le rythme des cessations laitières, légèrement moins rapide en 2018 (-4,5%) qu'en 2017 (-4,8%). Elles avaient été très nombreuses en 2016 en pleine crise laitière. Les exploitations qui quittent le lait sont généralement les plus petites (20 à 50 VL) surtout localisées en Bavière où la modernisation des étables est à l'œuvre. Dans le Nord, les investissements demeurent toujours moins nombreux que dans la période précédant la fin des quotas.

Faible érosion du prix du lait d'une année sur l'autre

Au plus haut à 405 €/t en novembre 2017, le prix moyen national payé aux livreurs (toutes compositions et qualités confondues) a cédé 80 € en six mois, puis ne s'est redressé que de 40 € au cours du 2nd semestre.

Le prix du lait national (moyenne annuelle) s'est érodé de -5% (-17 €/t) à 347 €/t. Il est resté stable dans le Sud, le plus élevé en Bavière (376 €/t). En revanche, il a le plus baissé dans l'Est (336 €/t) et a évolué comme la moyenne nationale dans le Nord (-5% à 347 €/t).

Collecte de lait bio toujours très dynamique

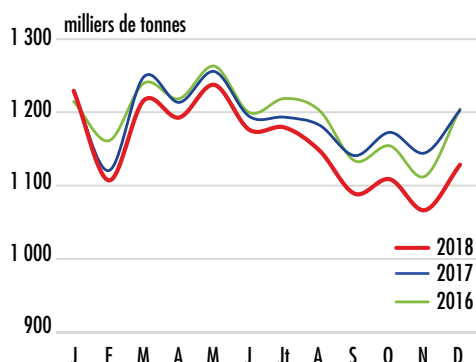
La collecte allemande de lait biologique a dépassé le milliard de litres (+19% /2017 à 1,12 million de tonnes) et représente désormais, comme en France, 3,5% de la collecte nationale totale de lait de vache. Deux Länder produisent l'essentiel du lait bio : la Bavière et la Bade-Wurtemberg où il représente 7% de leur collecte régionale.

Malgré une consommation toujours bien orientée outre-Rhin, l'afflux de lait bio commence à peser sur le marché. Le prix moyen annuel du lait bio (ramené en composition standard 38/32) a reculé de -12 € (-2,6%) d'une année sur l'autre. À 450 €/1 000 l, il est revenu à un niveau intermédiaire entre les prix de 2015 et 2016. Mais l'écart avec le prix du lait conventionnel s'est de nouveau accru, passant de 125 à 130 € entre 2017 et 2018, après avoir dépassé les 200 € en 2016.

4 LA PRODUCTION PAYS-BAS

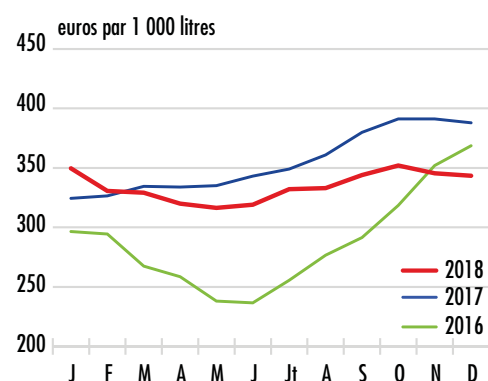


ÉVOLUTION DE LA COLLECTE MENSUELLE AUX PAYS-BAS



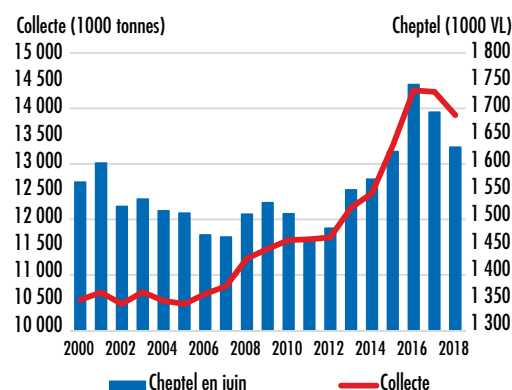
Source : GEB - Institut de l'Élevage d'après Eurostat

ÉVOLUTION DU PRIX DU LAIT STANDARD AUX PAYS-BAS (3,7%MG)



Source : GEB - Institut de l'Élevage d'après LEI Wageningen

ÉVOLUTION DE LA COLLECTE ET DU CHEPTEL LAITIÈRE AUX PAYS-BAS



Source : GEB - Institut de l'Élevage d'après Eurostat et Statistics Netherlands

Sous contraintes environnementales et affecté par l'épisode caniculaire estival, le cheptel laitier néerlandais a diminué pour la deuxième année consécutive, entraînant un nouveau décrochage de la production.

Mise aux normes tardive aux règles environnementales

L'explosion de la production néerlandaise en 2015 et 2016 (+7%/an) a conduit le pays à dépasser le plafond de phosphates (84 900 t) qu'il s'était engagé à respecter en contrepartie de sa dérogation à la directive Nitrates. Pour espérer la prolonger après le 31 décembre 2017, il a mis en place un plan de réduction des phosphates imposant notamment une diminution du cheptel laitier. Les éleveurs ont dû réduire progressivement leur nombre d'UGB pour revenir à un niveau 4% en deçà de leur référence au 2 juillet 2015 (ou à cette référence pour les exploitations disposant des surfaces suffisantes pour l'épandage) faute de quoi ils devaient s'acquitter d'une amende conséquente.

Nouvelle réduction du cheptel

La mise en place du régime de quota de phosphates au 1^{er} janvier 2018, avec des prix d'échange plus élevés que ceux des quotas laitiers, a de nouveau pesé sur l'évolution du cheptel laitier. De nombreux éleveurs se sont retrouvés face au choix de s'endetter encore plus ou de réduire leur cheptel. 600, soit 3,5% des éleveurs laitiers, auraient décidé d'abandonner la production. En outre, la sécheresse estivale a conduit à des réformes de vaches importantes entre juillet et octobre. Au total les abattages ont reculé de -7% (-41 000 têtes /2018) sur l'année 2018, mais sont restés supérieurs aux niveaux de 2016 (+6%) et de 2015 (+22%). Après un pic en 2016, le cheptel de vaches a ainsi diminué pour la 2^{ème} année consécutive pour tomber à 1,55 million de têtes en décembre 2018 (-113 000 vaches /2017 et -242 000 /2016), d'après les données Eurostat.

Le plan de réduction des phosphates aurait permis de réduire les déjections permettant de passer 9% sous le plafond fixé pour le secteur laitier en 2018. Enfin, malgré certaines fraudes avérées, les Pays-Bas ont finalement obtenu en avril 2018 le renouvellement de leur dérogation à la directive nitrates pour une période de 2 ans, au lieu de 4 ans comme demandé.

Repli de la collecte

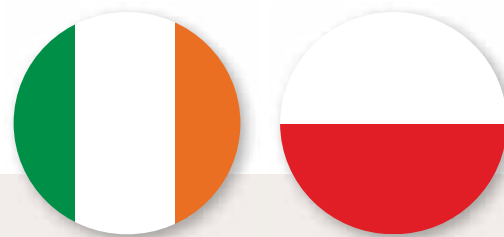
Maintenue en 2017 grâce à un tri drastique des éleveurs laitiers, la collecte a fini par reculer en 2018 (-3% /2017) à 13,9 millions de tonnes. Si la baisse a débuté dès le mois de février, elle s'est accélérée à l'automne en raison de la moindre production herbagère provoquée par la sécheresse estivale. La baisse du cheptel laitier a en partie été compensée par la hausse de sa productivité. Le rendement apparent annuel moyen est passé de 8 300 kg/vache en 2016 à 8 850 kg/vache en 2018 (+7% /2016).

Un prix du lait moins stimulant

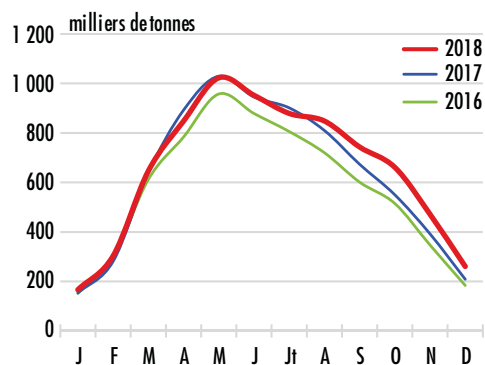
Après avoir rebondi en 2017, le prix du lait standard a perdu 20 €/t en 2018 à 335 €/t (-6% /2017). Il reste cependant supérieur aux niveaux de 2016 (+16%) et de 2015 (+9%).

Le prix garanti de *Friesland Campina* pour un lait à 3,47% de protéine, 4,41% de matière grasse et 4,51% de lactose affiche une moyenne annuelle de 360 €/t (-5% /2017). Le prix moyen réellement reçu par les éleveurs en 2018 a cependant encore plus reculé (-6% à 373 €/t) compte tenu de l'effondrement du supplément de prix lié aux résultats de l'entreprise (35% du bénéfice de l'année précédente). À 4,6 €/t au titre des résultats 2017, il a chuté de 55% par rapport aux 10,3 €/t au titre des résultats 2016 et a été divisé par 5 depuis 2016. Le supplément de prix versé en 2019 au titre de l'année 2018 sera de nouveau réduit compte tenu de la baisse du chiffre d'affaires (-5% /2017) et du bénéfice de la coopérative (-8%).

4 IRLANDE & POLOGNE

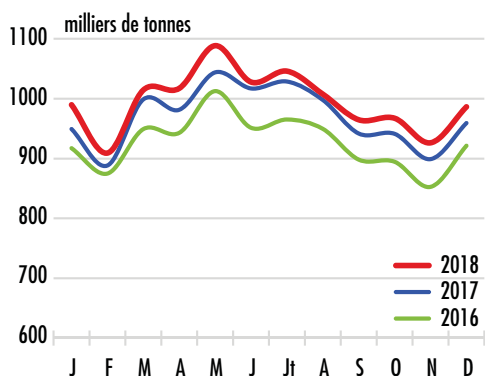


ÉVOLUTION DE LA COLLECTE MENSUELLE EN IRLANDE



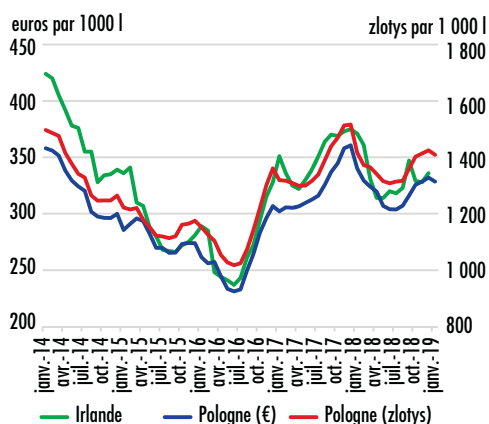
Source : GEB - Institut de l'Élevage d'après Eurostat

ÉVOLUTION DE LA COLLECTE MENSUELLE EN POLOGNE



Source : GEB - Institut de l'Élevage d'après Eurostat

ÉVOLUTION DU PRIX DU LAIT PAYÉ EN IRLANDE ET EN POLOGNE



Source : GEB - Institut de l'Élevage d'après CSO et DairyCo

En Irlande comme en Pologne, la production laitière a progressé à un rythme ralenti en 2018. Les mauvaises conditions météorologiques expliquent en grande partie cette croissance modérée.

En Irlande, une année chaotique

Après un démarrage dynamique dans la continuité de l'année 2017, la production a ralenti puis reculé au 1^{er} semestre sous l'effet de conditions météorologiques atypiques, hiver et printemps très humides suivis d'un été exceptionnel chaud et sec, limitant le pâturage et affectant la qualité des fourrages. Le recul s'est chiffré à -0,5% sur les 7 premiers mois. Puis, dès la fin de l'été, les conditions climatiques à l'inverse très favorables ont stimulé la production laitière, qui a bondi de +13% /2017 sur les 5 derniers mois de l'année, et ont permis aux éleveurs irlandais de compenser une partie de la pénurie de fourrage grâce à une coupe tardive d'ensilage.

Ainsi, après avoir progressé de +9% en 2017, la production laitière irlandaise a poursuivi sa croissance à un rythme moins soutenu (+4,4%), à 7,8 millions de tonnes en 2018. Soit un nouveau record national. La croissance laitière a autant reposé sur la hausse des rendements (+1,5% à 5770 kg/VL) que sur celle du cheptel (+1,9% à 1,37 million de vaches en décembre). La composition du lait collecté est stable en protéines (3,50%) et en très légère progression en matière grasse (+0,01% à 4,19%).

Recul modéré du prix du lait

Le prix du lait standard a baissé de -6% en moyenne sur l'année, à 327 €/t, mais demeure bien au-dessus des niveaux de 2016 (+26%) et de 2015 (+15%). Parti de niveaux élevés, il a entamé une baisse au cours du 1^{er} semestre, sous la pression des cours mondiaux, pour atteindre un point bas en avril et en mai, à 314 €/t. Il est ensuite remonté sans jamais retrouver ses niveaux de début d'année. Il termine l'année 10% sous son niveau de fin 2017. Cette évolution du prix est à mettre en regard des charges qui auraient progressé. Selon *Teagasc*, les éleveurs laitiers irlandais auront dépensé en 2018 75% de plus pour l'alimentation animale qu'en 2017.

En Pologne, croissance ralentie

En Pologne, la croissance de la collecte laitière, qui avait atteint +4,6% en 2017, s'est ralentie en 2018 (+2,5% /2017). À 10 millions de tonnes, elle atteint cependant un record historique. Forte au 1^{er} semestre, la collecte a été freinée au cours de l'été, la Pologne n'ayant pas été épargnée par les rudes conditions météorologiques estivales, avant de repartir à l'automne. Le supplément de collecte a été surtout transformé en laits conditionnés, laits fermentés, beurre et fromages.

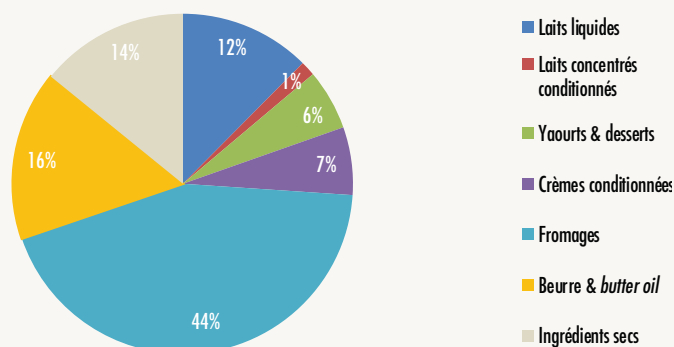
La hausse limitée de la collecte peut également s'expliquer par un prix du lait en recul sur le second semestre (-5% /2017), après un début d'année à un niveau supérieur à 2017. En moyenne sur 2018, il a peu reculé en monnaie locale (-1% à 1 362 zlotys/t), moins qu'en euros (-8% à 320 €/t) sous l'effet d'une dépréciation du zloty.

Le cheptel a enregistré en 2018 sa deuxième année de hausse consécutive, rompant ainsi avec la tendance structurelle à la baisse. Avec 2,21 millions de vaches laitières fin 2018, il a progressé de +2,8% /2017 et se retrouve désormais au-dessus de son niveau de 2015 (+4%). La croissance d'ateliers moyens et grands a plus que compensé les cessations toujours nombreuses de petits élevages laitiers. Avec un prix du lait désormais équivalent au prix allemand et des coûts de production bien moindres, les exploitations laitières polonaises restent incitées à investir pour croître et se développer.

FABRICATIONS EUROPÉENNES 2018

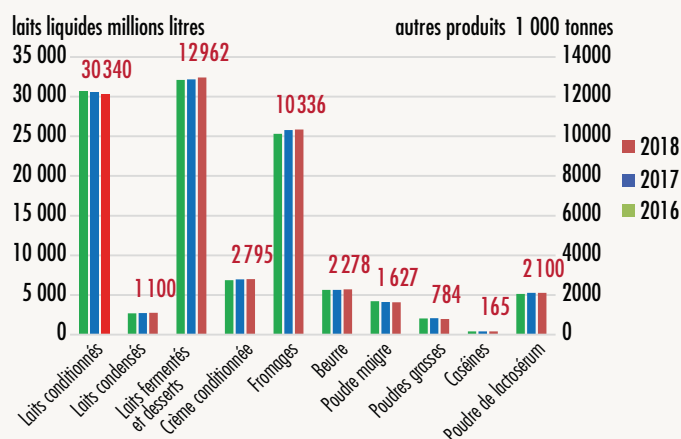
Seules les fabrications de fromages et de beurre ont progressé au 1^{er} semestre, alors que presque toutes les fabrications ont marqué le pas ou reculé au 2nd semestre.

UTILISATION DE LA COLLECTE EUROPÉENNE EN 2018 (% DE MSU)



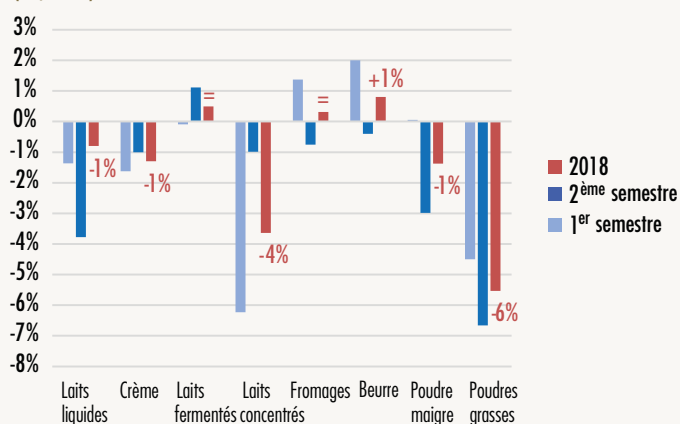
Source : GEB - Institut de l'Élevage d'après Eurostat et EDA-ZMB

FABRICATIONS EUROPÉENNES DE PRODUITS LAITIERS



Source : GEB - Institut de l'Élevage d'après Eurostat

ÉVOLUTION DES FABRICATIONS EUROPÉENNES DE PRODUITS LAITIERS (% /2017)



Source : GEB - Institut de l'Élevage d'après Eurostat

+0,6%

C'est la hausse de la matière solide utile transformée en 2018 dans l'UE-28.

L'utilisation de la collecte laitière européenne a peu évolué en 2018. D'un côté, la part de la matière solide utile (MSU) du lait transformée en fromages a reculé de -0,2 point d'une année sur l'autre à 43,3%, de même que celle des produits de grande consommation (laits conditionnés, crèmes, ultra-frais et beurre plaquette) à 34,0% sous l'effet d'une demande européenne peu dynamique.

De l'autre, la part du lait transformé en ingrédients (beurre cube, poudre maigre, poudres grasses, poudre de lactosérum, caséines) qui entrent dans des fabrications diverses a progressé de +0,4% à 22,7%.

Évolution contrastée d'un semestre à l'autre

Les fabrications européennes ont évolué différemment au long de l'année 2018. Au 1^{er} semestre, la collecte européenne, très dynamique, a entraîné une légère progression des fabrications de beurre et de fromages, de respectivement +1,4% et +2% /2017, tandis que celles de poudre maigre ont stagné et celles de poudres grasses ont fléchi (-4,5%) faute de compétitivité face aux fabrications néo-zélandaises. Les transformateurs ont privilégié les fabrications les plus profitables et les plus demandées sur le marché mondial.

Au 2nd semestre 2018, à l'inverse, l'arrêt de la croissance de collecte (= /2017) a entraîné un tassement des fabrications de fromages et de beurre (respectivement -0,8% et -0,4%). Dans le même temps, celles de poudres de lait, maigre et grasses, sont demeurées moindres (respectivement -3% et -6,7%).

En somme, le supplément de collecte annuelle, estimé à +1,35 million de tonnes de lait (+0,9% /2017), a été réalisé sur le seul 1^{er} semestre. Le supplément de matière solide utile a été moindre (+0,6%) en raison d'une réduction de la teneur en matière grasse du lait collecté (de -0,02% à 4,04%), la teneur en matière protéique étant stable à 3,39%. Il a été surtout transformé en fromages et secondairement en beurre.

Les fabrications de poudres grasses et poudre maigre ont en revanche sensiblement baissé de -1,5% et -5,1%, tandis que celles de caséines et de poudre de lactosérum ont peu évolué. Les fabrications de produits de grande consommation ont marginalement varié.

Érosion des fabrications de produits de grande consommation

Dans le détail, les fabrications annuelles de laits et de crème conditionnés ont reculé respectivement de -0,8% et -1,3% /2017. Celles de laits fermentés et de beurre ont peu progressé de +0,5% et +0,8%.

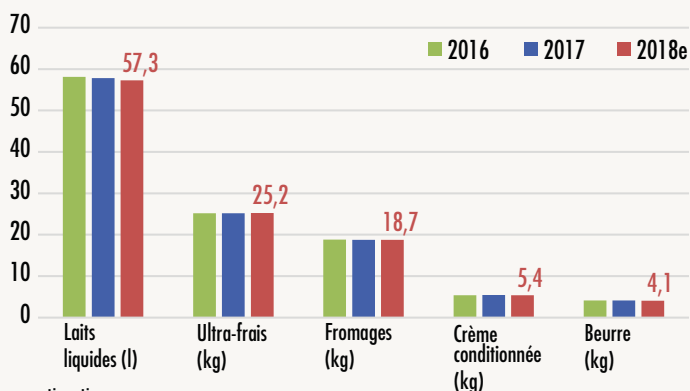
L'Allemagne, le Danemark, la Pologne et le Royaume-Uni ont fourni l'essentiel des fabrications supplémentaires de fromages, qui ont plus que compensé l'effritement enregistré en France et en Italie. La chute des fabrications de poudres grasses est le fait de la France et des Pays-Bas, tandis que le fléchissement des fabrications de poudre maigre se focalise en France, au Royaume-Uni et en Allemagne.

Les dix principaux pays laitiers européens, qui fournissent 86% de la collecte européenne, ont fabriqué relativement plus de fromages, de beurre et de poudres de lait, respectivement 88%, 91% et 92% des fabrications européennes, que les autres pays, et à l'inverse relativement moins de produits de grande consommation (80% des volumes de crème et de laits fermentés).

4 PRODUCTION ET MARCHÉS EUROPÉENS

CONSOMMATION EUROPÉENNE 2018

CONSOMMATION MOYENNE PAR HABITANT DANS L'UE À 28



e : estimation
Source : GEB - Institut de l'Élevage d'après Eurostat

PRODUCTION ET CONSOMMATION DANS L'UE-28

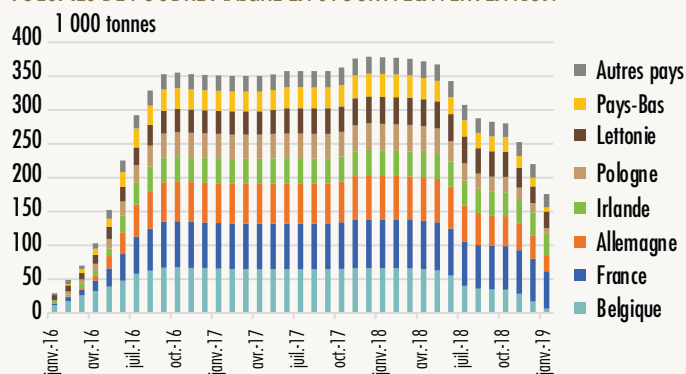
millions de tonnes d'équivalent lait	2015	2016	2017	2018e	2018 /17 (%)
Production	163	163	166	167	+0,6%
Collecte	152,8	153,4	156,3	157,6	+0,9%
Variation des stocks	+0,9	+0,8	+0,2	+0,4	
Importations	1,1	1,2	1,0	1,0	=
Exportations	17,8	18,0	19,1	18,7	+1,7%
Utilisation intérieure	145	145	147	148	+0,8%
Consommation (kg/hab.)	286	285	288	290	+0,5%

e : estimation
Source : GEB - Institut de l'Élevage d'après Eurostat et ZMB

STOCKS 2018

Tous produits confondus, les stocks ont globalement peu varié d'une année sur l'autre. Les stocks européens de **fromages** se sont étoffés au 1^{er} semestre, puis légèrement dégonflé au second. Sur l'année, ils ont progressé de 30 000 t selon l'agence allemande AMI-ZMB à 400 000 t au 31 décembre 2018.

VOLUMES DE POUVRE MAIGRE EN STOCK À L'INTERVENTION



Source : GEB - Institut de l'Élevage d'après MMO

La consommation intérieure de lait et de produits laitiers à base de lait de vache a faiblement progressé en 2018 : de +0,8% /2017 calculée par bilan, soit presque moitié moins vite qu'en 2017 (+1,4%).

La hausse de l'utilisation intérieure repose pour les 2/3 sur celle de la consommation moyenne par Européen, évaluée à 290 kg équivalent lait (+0,5%) en 2018 et pour un tiers sur celle de la démographie (+0,3%).

C'est surtout l'utilisation européenne d'ingrédients secs, très bon marché, qui a progressé et compensé l'effritement de la demande en produits de grande consommation. La consommation individuelle de fromages s'est effritée de -0,2%, à 18,7 kg/hab. Celles de beurre et de crème ont reculé respectivement de -70 g à 4,1 kg/hab. et de -80 g, à 5,4 kg/hab. Celle de laits conditionnés continue de décliner (-0,5 l à 57,3 l/hab.) Seule la consommation d'ultra-frais a marginalement progressé de +0,3%, à 25,2 kg/hab.

Des évolutions contrastées selon les pays

En **Allemagne**, la consommation des ménages est restée affectée par la relative cherté de la matière grasse laitière. Les ménages ont encore réduit de -6% en volume leurs achats de beurre en 2018 après (-8% en 2017) dont le prix au détail a encore progressé (+12% à 1,75 € la plaquette de 250 g) après +50% en 2017/2016. Ceux de laits conditionnés ont fléchi de -2% malgré la stabilisation des prix au détail. Les ventes de fromages se sont presque maintenus (-0,4% /2017).

Au **Royaume-Uni**, la consommation est mieux orientée malgré des prix au détail légèrement haussiers. Les ménages ont acheté autant de laits conditionnés et sensiblement plus de fromages (+1% /2017) et de yaourts (+2,9%). Toutes les spécialités fromagères ont profité de l'appétit croissant des Britanniques. En revanche, les achats de beurre ont reculé de -2,5% face à une forte hausse des prix (+11% /2017).

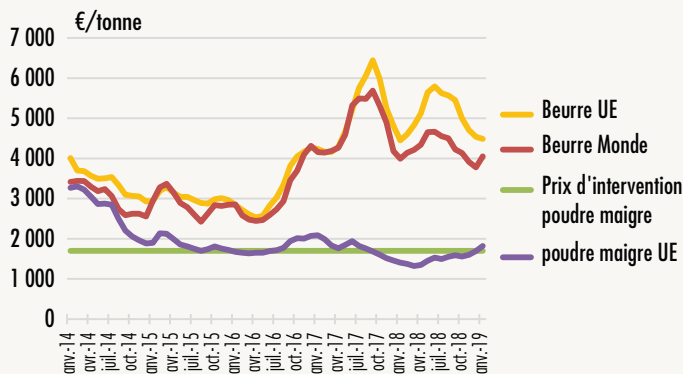
Historiquement faibles début 2018, les stocks de **beurre**, estimés à 90 000 t selon ZMB, ont été partiellement reconstitués au printemps lors de la forte hausse saisonnière de la collecte. Au 2nd semestre, ils ont peu reflué malgré la forte chute saisonnière de la collecte. Sur l'année ils ont grossi de 60 000 t à 150 000 t, retrouvant début 2019 un niveau plus normal à pareille époque.

À l'inverse, très étoffé début 2018, le stock européen de **poudre maigre** s'est sensiblement dégonflé. Il est passé de 485 000 t, dont 378 000 t à l'intervention et 107 000 t chez les fabricants, à 360 000 t dont 100 000 t à l'intervention et 260 000 t de stocks fabricants fin 2018. En 2018, La Commission européenne a revendu presque la totalité des volumes de poudre maigre stockés à l'intervention (277 000 t sur les 378 000 t stockés début 2018) à un prix de vente bien inférieur au prix de marché, de 1 100 €/t en février à 1 450 €/t en décembre. Début janvier 2019, il ne restait plus que 101 000 t de poudre d'intervention à vendre.

MARCHÉS EUROPÉENS DU BEURRE ET DES PROTÉINES LAITIÈRES

En 2018, les marchés du beurre et de la poudre maigre ont évolué symétriquement. Le premier s'est progressivement détendu grâce à des disponibilités internationales plus abondantes et une consommation européenne morose. À l'inverse, celui de la protéine laitière s'est légèrement rétabli avec le ralentissement des fabrications et la reprise de la demande européenne et internationale.

COURS EUROPÉEN ET MONDIAL DES INGRÉDIENTS LAITIERS



Source : GEB - Institut de l'Élevage d'après MMO & ZMB

Le cours du beurre s'est apprécié moins longtemps et moins fortement qu'en 2017, sous l'effet de disponibilités internationales plus abondantes. Après avoir grimpé à 5 800 €/t en juin, la cotation du beurre (moyenne UE) a décliné au 2nd semestre, à 4 540 €/t en décembre. À 5 100 €/t, la cotation annuelle moyenne dans l'UE a dépassé de 20 € son précédent record de 2017.

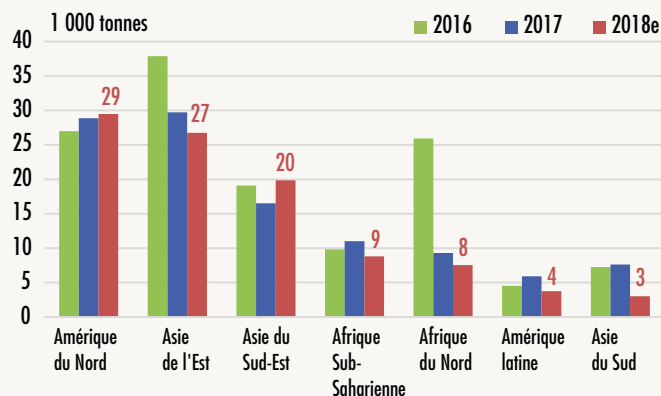
Parallèlement, le marché de la protéine laitière s'est très faiblement ressaisi. Le cours de la poudre maigre dans l'UE est passée de 1 400 €/t en janvier à 1 700 €/t en décembre, revenant ainsi au prix d'intervention. À 1 500 €/t, la cotation annuelle a cédé 16% par rapport au niveau déjà médiocre de 2017.

Des fabrications européennes contrastées d'un semestre à l'autre

Au 1^{er} semestre, les transformateurs ont accru les fabrications de beurre face à une demande européenne en crème freinée par les prix. Ils ont en revanche limité les fabrications de beurre/poudre maigre faute de débouché rémunérateur sur la poudre maigre, d'autant que la Commission européenne pesait sur les cours en bradant les stocks d'intervention.

Au 2nd semestre, la stabilisation puis le recul de la collecte laitière ont encore contenu les fabrications de beurre/poudre maigre qui ont reculé de -0,4% et -3,0% d'une année sur l'autre. En somme, les fabrications annuelles de beurre ont faiblement progressé (+0,8%) à 2,29 millions de tonnes, tandis que celles de poudre maigre ont reculé de 1,5% /2017, à 1,65 million de tonnes en 2018.

EXPORTATIONS EUROPÉENNES DE BEURRE ET MATIÈRE GRASSE LAITIÈRE PAR DESTINATION



e = estimation
Source : GEB - Institut de l'Élevage d'après Eurostat

Les fabrications de beurre ont été particulièrement dynamiques au Danemark (+22%), en Belgique (+7%), en Irlande (+5%), en Pologne (+4%) et en France (+3%), 2^{ème} producteur européen. Elles ont en revanche reculé en Allemagne (-3%), 1^{er} fabricant européen, et au Royaume-Uni (-7%). Avec les Pays-Bas ces huit pays réalisent 83% de la production européenne de beurre.

Érosion de la consommation et des exportations de beurre

Estimée par bilan, l'utilisation de beurre dans l'UE a reculé de -1,5%, à 2,08 millions de tonnes. La consommation moyenne par habitant s'est davantage effritée de -1,7% à 4,1 kg en 2018.

Les exportations européennes de beurre et de *butter oil* ont marqué le pas à 163 000 t (-14 000 t /2017), faute de disponibilités et de compétitivité. Elles ont cependant bondi vers le Japon (+51% à 6 100 t grâce à un contingent accru à droits de douane réduits). Elles ont progressé vers les États-Unis (+2% à 29 500 t), Singapour (+18% à 7 600 t), et la Corée du Sud (+16% à 3 800 t). Elles ont en revanche reculé vers la Chine (-2% à 7 900 t) et fléchi vers la plupart des autres destinations secondaires.

Bond de la consommation et des exportations de poudre maigre

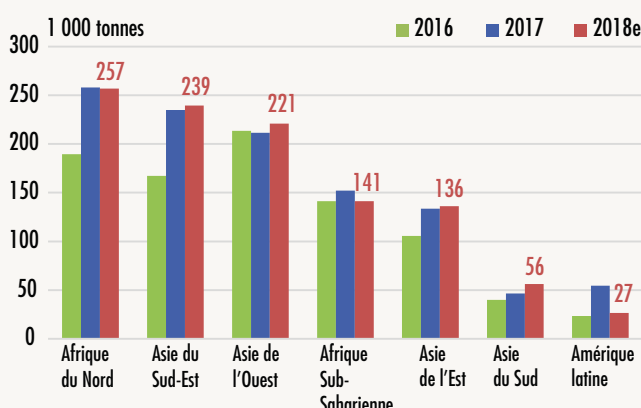
La consommation européenne de poudre maigre, très bon marché, a progressé de +7% (+62 000 t à 921 000 t), grâce à une utilisation plus abondante dans l'alimentation animale (+24% à 160 000 t), encouragée par la remise sur le marché de poudre d'intervention vendue à bas prix.

De même, les exportations européennes de poudre maigre ont bondi, de +7% à 834 000 t, malgré le tassement des fabrications, grâce au déstockage (-125 000 t), qui a pour moitié abondé la consommation européenne et pour moitié les exportations sur pays tiers.

Les expéditions de poudre maigre ont progressé vers toutes les grandes destinations : Algérie (+8% à 143 000 t), Chine (+29% à 91 900 t), Égypte (+23% à 51 300 t), Malaisie (+48% à 40 000 t), Vietnam (+7% à 37 200 t), Nigeria (+20% à 29 600 t), Singapour (+40% à 29 200 t) et Bangladesh (+29% à 25 800 t).

À l'inverse, les exportations de poudres grasses ont fléchi (-15% à 334 000 t) vers presque toutes les directions, en premier lieu vers l'Algérie (-26 400 t).

EXPORTATIONS EUROPÉENNES DE POUDRES DE LAIT (GRASSES ET MAIGRE) PAR DESTINATION



e = estimation
Source : GEB - Institut de l'Élevage d'après Eurostat

4 PRODUCTION ET MARCHÉS EUROPÉENS

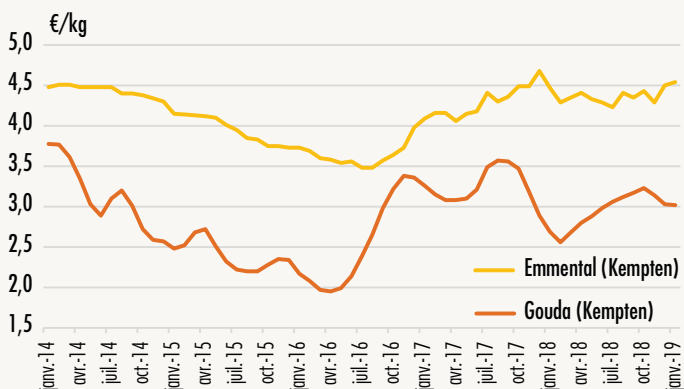
833 000 tonnes

Ce sont les volumes de fromages exportés sur pays tiers en 2018.

MARCHÉ EUROPÉEN DES FROMAGES

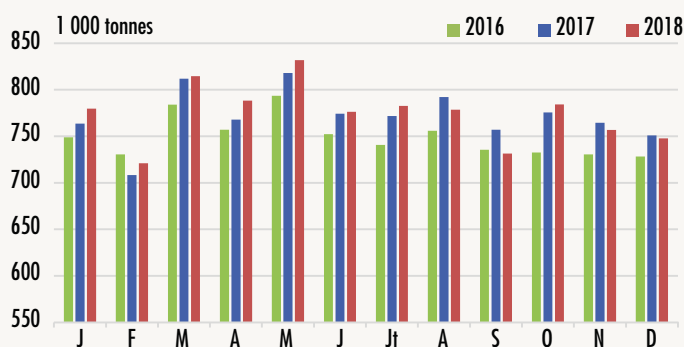
Le marché des fromages s'est bien tenu en 2018, malgré une demande européenne et internationale plutôt stable. Les fabrications ont peu progressé et les volumes supplémentaires ont surtout étoffé des stocks redevvenus conséquents fin 2018.

COURS DES FROMAGES AU STADE DE GROS



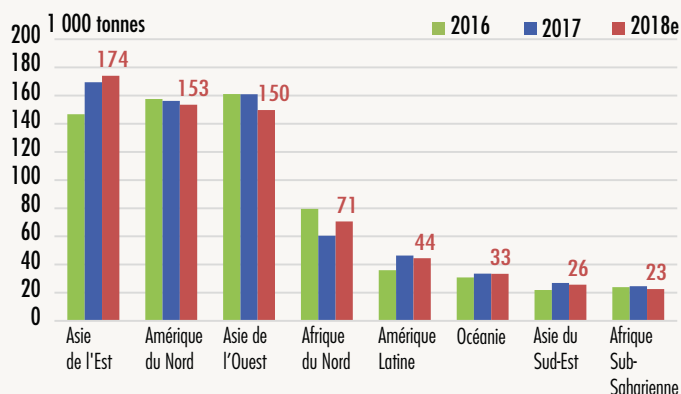
Source : GEB - Institut de l'Élevage d'après ZMB

FABRICATIONS DE FROMAGES DANS L'UE-28



Source : GEB - Institut de l'Élevage d'après Eurostat

EXPORTATIONS EUROPÉENNES DE FROMAGES PAR DESTINATION



e = estimation
Source : GEB - Institut de l'Élevage d'après Eurostat

Cours bien orientés toute l'année

Après un net fléchissement au 2nd semestre 2017 et début 2018, le cours du gouda s'est ensuite redressé de 2,56 €/kg en février à 3,23 €/kg en novembre, pour ensuite marquer le pas. À 2,95 €/kg, le prix moyen annuel a cédé -10% par rapport à l'excellent niveau atteint en 2017.

Le cours de l'emmental, moins dépendant de la conjoncture internationale, est resté ferme et élevé toute l'année, dépassant 4,50 €/kg en fin d'année. À 4,36 €/kg, le prix moyen annuel s'est apprécié de +2% /2017, s'approchant de l'excellent niveau de 2014 (4,44 €).

Faible croissance des fabrications européennes

Les fabrications européennes (tous fromages confondus) ont peu progressé en 2018 (+0,3% soit +26 000 t). Au 1^{er} semestre, la croissance a été ferme (+1,4% /2017) car de nombreuses laiteries ont alors privilégié les fabrications fromagères, plus valorisantes que celles de beurre/poudre maigre, pour absorber le supplément de collecte. Au 2nd semestre, à l'inverse, les transformateurs ont ralenti les fabrications (-0,8%) pour contenir la hausse rapide des stocks face à une demande européenne et internationale stationnaire.

Quatre pays ont réalisé l'essentiel des fabrications supplémentaires : l'Allemagne (+34 000 t), la Pologne (+16 000 t), le Royaume-Uni (+15 000 t) et le Danemark (+6 000 t). Ils ont ainsi gommé les baisses enregistrées en Italie (-28 000 t), en France (-17 000 t) et en Espagne (-17 000 t). Avec les Pays-Bas, ces huit pays réalisent 87% des fabrications européennes.

Croissance stoppée de la consommation européenne

Calculée par bilan, la consommation européenne de fromages (toutes espèces) a été globalement stationnaire d'après nos estimations. Ainsi la croissance démographique (+0,2% /2017) a gommé une légère érosion de la consommation moyenne par habitant de -40 g, ramenée à 18,7 kg. Un stop après une longue période de croissance.

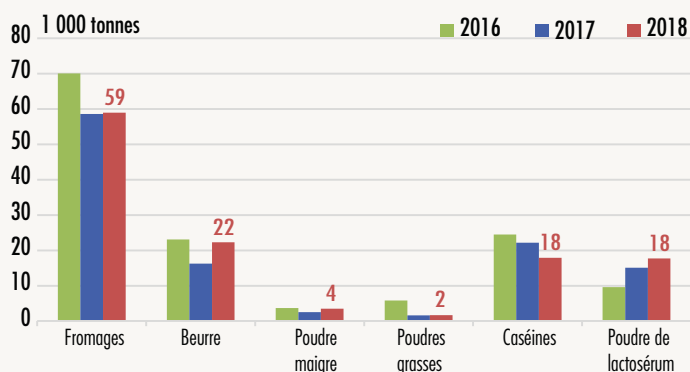
Des exportations stationnaires

En 2018, les exportations européennes de fromages ont pratiquement plafonné (+0,5% à 833 000 t), après avoir été très dynamiques en 2017. Elles sont toujours croissantes vers l'Asie de l'Est : +13% vers le Japon (106 500 t), mais en net recul vers la Corée du sud (-17% à 37 400 t). Elles sont en léger repli sur l'Amérique du Nord où le dynamisme des ventes au Canada (+31% à 20 200 t) ne compense pas l'effritement vers les États-Unis (-5% à 113 500 t). Elles ont aussi progressé sur le pourtour méditerranéen où la croissance sur le Liban (+8% à 22 350 t) a compensé les moindres expéditions sur l'Algérie (-6% à 22 200 t). Enfin les expéditions ont peu varié vers l'Amérique latine, l'Océanie, l'Asie du Sud-Est et l'Afrique sub-saharienne.

COMMERCE EXTÉRIEUR EUROPÉEN 2018

L'excédent commercial de l'UE-28 a légèrement reculé en 2018 de -2% à 14,8 milliards € sous l'effet d'un tassement de même ampleur du solde commercial en volume, estimé à 17,7 millions de tonnes équivalent lait.

IMPORTATIONS DE PRODUITS LAITIERS DE L'UE-28



Source : GEB - Institut de l'Élevage d'après Eurostat

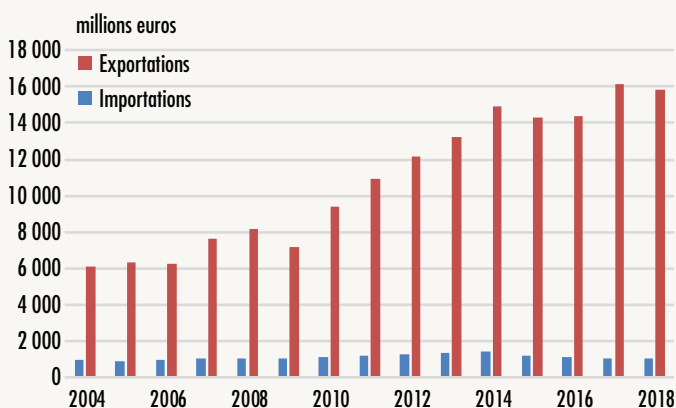
Des importations stationnaires

Désormais très faibles, les importations extra-communautaires de produits laitiers ont été globalement stables en volume en 2018. Estimées à 1,0 million de tonnes équivalent lait, elles ne couvrent que 0,7% de la consommation européenne. Ces produits entrent à droits de douane nuls ou réduits dans le cadre de contingents d'importation. Les principaux produits importés sont les fromages, les caséines, beurre et *butter oil*, respectivement 43%, 12% et 10% sur 1,0 milliard d'euros.

Les importations de fromages ont été stables, à 59 000 t, retombant sous le niveau de 2015 (61 500 t). 88% des volumes sont des fromages de garde suisses, stables d'une année sur l'autre. Le reste se répartit entre des fromages océaniques (en chute libre, divisé par 10 en deux ans à 1 550 t), des fromages norvégiens (+10% à 2 140 t), serbes (+16% à 1 200 t) et états-uniens (+78% à 560 t).

Les importations de beurre ont rebondi de +31% à 11 800 t, après avoir été divisées par cinq entre 2014 et 2016. Elles proviennent pour 50% de Nouvelle-Zélande (flux stable), pour 25% d'Ukraine (x 6 depuis 2016), des États-Unis (x2,5 en un an à 1 440 t), de Biélorussie (300 t) et d'Islande (200 t). Valorisant mieux son beurre ailleurs, la Nouvelle-Zélande n'a utilisé que 7% de son contingent à droit de douane réduit (77 000 t).

LE COMMERCE EXTÉRIEUR DE L'UE-28

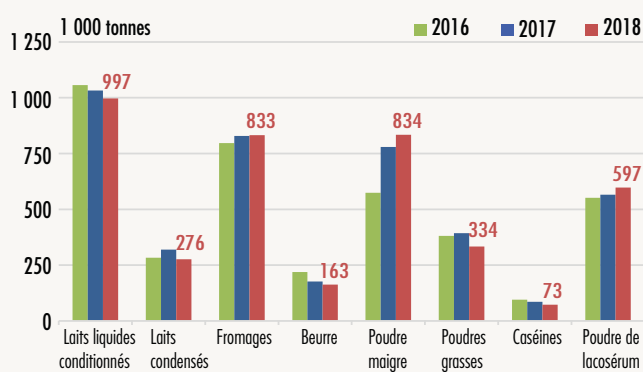


Source : GEB - Institut de l'Élevage d'après Eurostat

15,8 milliards €

C'est la valeur des produits laitiers européens exportés en 2018

EXPORTATIONS DE PRODUITS LAITIERS DE L'UE-28



Source : GEB - Institut de l'Élevage d'après Eurostat

Rebond de la valeur des exportations

Estimées à 15,8 milliards d'euros en 2018, les exportations extra-communautaires ont été stables après avoir rebondi de 12% en 2017. Elles se composent pour 28% des ventes de laits infantiles, suivies des fromages (25%), des poudres de lait (10% poudre maigre et 9% poudres grasses), de poudre de lactosérum (5%), des laits liquides et crèmes conditionnés (6%), du beurre (5%), des caséines (3%) et des laits condensés (3%).

Tassement des exportations en volume

Les exportations extra-communautaires de produits laitiers ont marqué le pas en volume de produit comme en équivalent lait (-1,2% /2017), malgré la croissance de la collecte. Ramenées à 18,7 millions de tonnes équivalent lait, les exportations extra-communautaires ont ainsi écoulé presque 12% de la collecte européenne en 2018.

Premier poste en valeur, les exportations de laits infantiles ont progressé de +9% en volume à 590 000 t, grâce à la montée en puissance de nouvelles capacités de fabrication, et malgré l'arrêt de l'activité de Lactalis en France.

Les exportations annuelles de fromages ont plafonné à 833 000 t (+4 000 t /2017). Celles de beurre et de beurre anhydre ont encore reculé de +20%, à 163 000 t, faute de disponibilités et de compétitivité.

Après avoir presque doublé entre 2013 et 2016, les expéditions de laits conditionnés ont reflué pour la deuxième année sous le million de tonnes de produits. Elles ont plafonné en partance d'Allemagne (332 000 t) et ont chuté au départ de France (-20% à 215 000 t). Ces deux pays assurent ainsi plus de la moitié des expéditions extra-communautaires de laits conditionnés.

Les exportations d'ingrédients secs sur pays tiers ont faiblement progressé (+3%), essentiellement grâce au dynamisme des ventes de poudre maigre et de lactosérum (+7%). En revanche, les expéditions de poudres grasses et de caséines ont fléchi de -15% en 2018.

5

L'INDUSTRIE LAITIÈRE

Principaux événements de l'année 2018

En France, le mouvement de concentration marque le pas, les investissements sont en très grande majorité orientés vers une augmentation ou une diversification de l'offre.

Comme en 2016 et 2017, les investissements les plus nombreux concernent les fabrications fromagères tandis que ceux dans les ingrédients laitiers poursuivent leur tassement. Par ailleurs, les investissements demeurent limités dans les ultra-frais, secteur en crise de surproduction. Il faut noter un net développement des investissements dans les produits biologiques et les produits végétaux imitant les produits laitiers.

En Europe du Nord et de l'Ouest, les transformateurs leaders continuent d'augmenter leur zone d'influence, de restructurer leurs outils et d'accroître leur capacité de fabrication dans une optique d'économie d'échelle.



FRANCE

Fromages

Le groupe **Bel** investit 28 millions € pour accroître de 20% la capacité de fabrication de Mini Babybel du site d'Évron (53). **Cloche d'Or** acquiert la **fromagerie Huchet** et dédie 1 million € à l'accroissement de ses installations. La **coopérative des Entremonts** finalise un investissement de 1,5 million € dans l'agrandissement de ses caves d'affinage à Entremont-le-Vieux (73). La **coopérative laitière de Beaufort-sur-Doron** (70) investit 7 millions € dans la fabrication de Beaufort. **Delin** affecte 2,7 millions € à la rénovation de son site de Nuit Saint-Georges (21) et 1,5 million € à celui de Chevillon (52). **Entremont** consacre 5 millions € à l'installation d'un atelier de *cream cheese* à Annecy (74). **Even** diversifie ses formats de conditionnement d'emmental dans sa fromagerie de Landerneau (29), moyennant 20 millions €. La **Fromagerie de l'Ermitage** investit 15 millions € dans la spécialisation de ses sites fromagers. **Graindorge** agrandit sa fromagerie de Neufchâtel en Bray (76), moyennant un million €. **Lincet** accroît de 50% la capacité de fabrication de chaource de son usine de Vaudes (10), moyennant 8 millions €. **Milleret** consacre un million € à la mise en place d'un atelier dédié à la fabrication de cancoillotte au sein de sa fromagerie de Charcenne (70). Le **Palais des saveurs** agrandit ses installations de découpe et conditionnement de fromages à Cuiseaux (71) pour un montant de 5 millions €. La **Société Comtoise de Spécialités Fromagères**, au sein de laquelle le fonds d'investissement Gimv prend une participation majoritaire, double la capacité de production de son site de Louhans (71), moyennant 8 millions €. La **Société fromagère du Livradois** consacre un million € à la modernisation de son site de fabrication de pâtes pressées localisé à Tauves (63). **Socopal** acquiert la **fromagerie Maroilles** (59) et affecte un million € au développement de la fabrication de mimolette. L'**Union laitière de la Venise Verte** investit

2 millions € dans la fabrication de fromage de chèvre sur son site de Maillezais (85). Un groupe d'éleveurs annonce un projet de 4 millions € pour créer une fromagerie à Comté dans le **Valmorey** (01).

Ingrédients secs

Ingredia consacre près d'un million € à un programme de recherche sur les peptides laitiers. **Isigny Sainte Mère** construit une nouvelle tour de séchage à Isigny-sur-Mer (14) pour 60 millions €. **Lactalis** relance l'activité de nutrition infantile de son usine de Craon, moyennant 12 millions €. **Laïta** investit 20 millions € dans l'extension de son unité de déminéralisation localisée à Landerneau (29) et 10 millions € à Ancenis (44) pour se doter d'un atelier de conditionnement en big bag.

Produits laitiers biologiques

JPS Lait triple la capacité de fabrication de yaourts biologiques à la marque Biochamps de son site de Lézat-sur-Lèze (09), moyennant 6 millions €. **Les Près Rient Bio**, filiale de **Danone**, investissent 2 millions € sur 5 ans pour développer la production de lait biologique en Normandie.

Ultra-frais et autres produits laitiers

Danone inaugure une unité logistique de produits ultra-frais à Camphin-en-Carembault (59). Le fabricant de crèmes glacées **Froneri**, co-entreprise établie entre **R&R** et **Nestlé**, annonce la fermeture de son site de Beauvais (60) et un investissement de 40 millions € dans son usine de Plouédern (29). Le **Petit Basque** finalise l'agrandissement de son site de Saint-Médard-d'Eyrans (33) pour un montant de 9 millions €, en mettant l'accent sur le bio et les alternatives végétales. Il annonce un investissement de 3 millions € d'ici 2020 pour accroître ses capacités

de conditionnement en pot de verre et de carton. **Marie Morin** investit 4,5 millions € au sein de son site de Quessoy (22) pour développer sa gamme de desserts lactés destinés au marché RHD. **Sacré Willy** agrandit son atelier de production de desserts lactés situé à Tallard (05), moyennant un investissement de 3 millions €. **Terra Lacta** investit 1,5 million € en Auvergne dans la fabrication de beurre de montagne. **Triballat Noyal** adapte son site de Chateaubourg (35), moyennant un million €, pour conditionner du lait liquide issu de vaches nourries sans OGM et pâturant au moins 200 jours par an.

Produits végétaux

Eurial consacre 6 millions € à la diversification de la gamme de son site de produits ultra-frais localisé à Château-Salins (57), avec le développement de la fabrication de boissons et produits végétaux sans soja. Le groupe **LSDH** investit 20 millions € dans les jus végétaux et 30 millions € dans 5 nouvelles lignes de conditionnement sur son site de Saint Denis de L'Hôtel (45). **Triballat Noyal** développe la fabrication d'aliments fermentés végétaux, moyennant 2,3 millions €.

Déploiement à l'international

Andros acquiert l'activité de distribution de la laiterie allemande **Kohrener Landmolkerei**. **Eurial**, aussi en Allemagne, prend le contrôle de **Rotkäppchen Peter Juhlich**, fabricant et distributeur de camembert et de fromages de chèvre.

Bel construit une fromagerie au Canada à Sorel-Tracy, moyennant 59 millions €, qui produira du Mini Babybel à partir de 2020. Aux Pays-Bas, il investit 12,5 millions € sur le site de Dalfsen et 16 millions € sur celui de Schoonrewoerd. Enfin, il annonce un projet de construction d'une nouvelle usine en Iran.

Danone acquiert 49% du capital de la filiale néo-zélandaise de **Yashili** pour 185 millions € et investit 16 millions € dans l'extension de son usine de lait infantile localisée à Auckland. En Inde, il cède un site de produits laitiers localisé à Rai au groupe local **Parag Milk** pour 4 millions €. Il vend, pour un montant de 1,38 milliard €, 14,68% du

capital du groupe japonais **Yakult**, réduisant ainsi sa participation à 6,61%. Au Maroc, **Centrale Danone** fusionne avec les **Fromageries des Doukkala**. En Arabie saoudite, **Danone** et le groupe saoudien **Al Safi** cèdent leur co-entreprise **Al Safi Danone Company** au groupe **Nadec**. En Russie, Danone remet en service son usine localisée à Labinsky et consacre 7 millions € à la modernisation de son usine de Lipetsky. **Lactalis** renforce sa présence à l'international : il prend le contrôle du grossiste libanais en produits alimentaires **Hanilor** ; acquiert 6,18% de **Parmalat** pour 328 millions €, portant ainsi sa participation à 95,81% dans le groupe italien ; reprend les activités dédiées aux produits ultra-frais de **Nestlé** en Malaisie pour 35 millions € ; rachète l'activité de nutrition infantile du groupe sud-africain **Aspen Pharmicare** pour un montant de 740 millions € ; acquiert la division canadienne de fromages naturels de **Kraft Heinz** pour 1,06 milliard € ; prend le contrôle du fabricant américain de yaourts de type islandais **Siggi's** pour un montant estimé à plus de 300 millions € ; acquiert l'entreprise grecque **Weber**, spécialiste de la collecte des laits de chèvre et de brebis ; met en service une nouvelle ligne de conditionnement de lait UHT au sein de son usine de Teutônia au Brésil, ainsi qu'un nouvel atelier de fabrication de beurre, moyennant 6 millions €.

Savencia porte sa participation de 42,5% à 50% dans l'entreprise marocaine Compagnie Fromagère ; acquiert le fromager américain **Rogue Creamery**, spécialiste des pâtes persillées ; construit une fromagerie à Clark aux Philippines, pour un montant de 32 millions €, et une fromagerie à Bashkiria en Russie, d'une capacité annuelle de 12 000 t par an.

Investissements marginaux de groupes étrangers

Le groupe suisse **Emmi** porte sa participation de 51% à 85% dans **Emmi Ambrosi France**. Le groupe belge **Vache Bleue** acquiert début 2019 le distributeur et transformateur de fromages **Martin Sengelé**.

EUROPE DE L'OUEST

EN ALLEMAGNE, **Arla Foods** cède sa fromagerie de Sonthofen à **Allgäuer Hof-Milch**, puis, début 2019, sa fromagerie de Bad Wörishofen au groupe belge **Vache Bleue**. Il annonce un plan d'investissement de 65 millions € sur un an pour l'ensemble de ses sites allemands. **DMK** vend son site de Bad Bibra au fabricant de jus de fruits **Glockengold Fruchtsaft**. **Fude+Serrahn**, filiale à 51% de **DMK**, prend une participation de 50% dans le fabricant de spécialités fromagères **Poelmeyer**. **Bayernland** dote sa fromagerie de Bayreuth d'un nouvel atelier de fabrication de pâtes pressées, moyennant 40 millions €. **Frischpack** investit 15 millions € dans l'extension de ses capacités de conditionnement et de tranchage de fromages. **Hochwald** annonce la construction d'une usine d'une capacité annuelle de 800 000 t de lait à Mechernich, principalement dédiée au conditionnement de lait longue conservation.

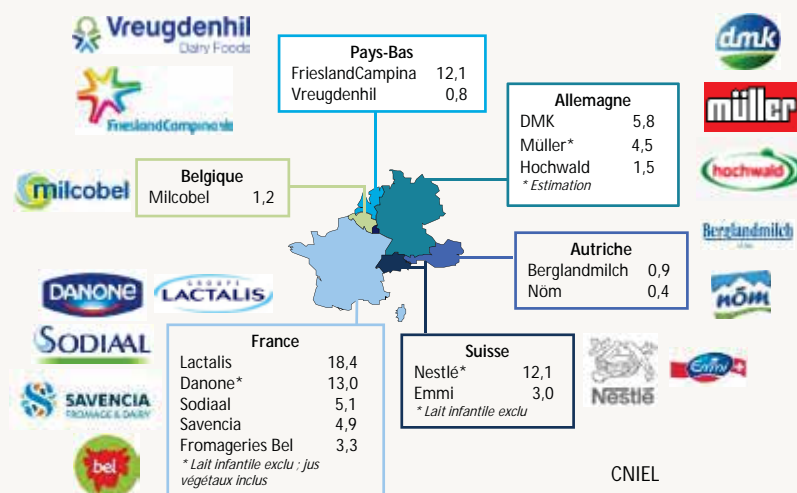
Käseri Aurora investit 5 millions € dans la fabrication de fromages bio, en faisant appel au crowdfunding. **Müller** projette un investissement de 250 millions € sur le site de Leppersdorf, dont 140 millions € consacrés à la fabrication de produits ultra-frais et 50 millions € pour un nouvel entrepôt. **Uelzena** met en service un nouvel entrepôt et un nouvel évaporateur pour 31 millions € et annonce un plan d'investissement sur 5 ans d'un montant de 100 millions €. **DMK** acquiert 40% du fromager russe **RichArt** et en devient l'unique actionnaire.

EN AUTRICHE, **Berglandmilch** investit 17,5 millions € dans la fabrication de mozzarella sur son site d'Aschbach, puis annonce un projet d'accroissement de la capacité de sa fromagerie localisée à Voitsberg de 15 000 t par an, moyennant 45 millions €.

EN BELGIQUE, la **Laiterie des Ardennes** investit 40 millions € à Baudour dans une unité de fabrication de mozzarella d'une capacité de 25 000 t par an.

LES LEADERS LAITIERS EN EUROPE DE L'OUEST

Chiffre d'affaires en 2017 en milliard €



Source : CNIEL

5 LES TRANSFORMATEURS

AUX PAYS-BAS, **A Ware** projette de construire une usine de mozzarella d'une capacité de 45 000 t par an à Heerenveen. **FrieslandCampina** annonce l'installation d'une nouvelle ligne de conditionnement de lait infantile sur le site de Borculo, et multiplie les acquisitions à l'étranger : il prend une participation minoritaire dans le transformateur éthiopien **Holland Dairy**, devient l'unique actionnaire de l'entreprise chinoise **Friesland Huishan Dairy**, en acquérant pour 2 millions € la participation de 50% de son ex-partenaire **Huishan**. Il rachète aux États-Unis les importateurs de fromages **Jana Foods** et **Best Cheese Corporation**, prend le contrôle du grossiste et conditionneur de fromages espagnol **Millán Vicente**. Enfin, il investit 11 millions € au Nigéria dans la fabrication de boissons lactées à partir de lait local.

EN SUISSE, **Hochdorf** acquiert le spécialiste de la nutrition infantile **Bimbosan** et sécurise ses approvisionnements en lait matière première via une prise de contrôle de **Thur Milch Ring**. Il cède sa filiale lituanienne **Baltic Milk**, spécialisée dans les protéines laitières. Le distributeur **Migros** lance du lait de pâturage en partenariat avec **Aaremilch** et investit 5 millions € dans le conditionnement de lait liquide. **Emmi** augmente sa participation de 75% à 90% dans l'entreprise de négoce néerlandaise **AVH Dairy Trade**, et accroît sa participation dans l'entreprise tunisienne **Vitalait** de 45,4% à 54,7%. Il acquiert, début 2019, une usine de fromages à pâte persillée localisée à Seymour aux États-Unis auprès de **Great Lakes Cheese Company**.

EUROPE DU NORD

AU DANEMARK, **Arla Foods** annonce un plan d'investissement de 266 millions € sur un an pour l'ensemble de ses sites danois, dont 36 millions € consacrés à la mise en place d'un centre dédié à l'innovation, localisé à Skejby, et 54 millions € à la modernisation et l'agrandissement de sa filiale **Danmark Protein**. Il réalise plusieurs acquisitions à l'étranger : d'une part, l'activité de production et commercialisation de fromages fondus à la marque **Kraft** en Afrique et au Proche-Orient auprès de **Mondeléz** ; d'autre part, les droits d'utilisation de la marque britannique de produits laitiers biologiques **Yeo Valley** pour le lait liquide, le beurre et les fromages ; enfin, la participation de **SanCor** dans leur filiale commune argentine **Afisa** pour 29 millions €.

EN IRLANDE, plusieurs projets de fusion de coopératives sont entérinés : d'une part, entre **LacPatrick Dairies** et **Lakeland Dairies** ; d'autre part, entre **North Cork Co-op Creameries** et **Feale Bridge & Headley Bridge Co-op** ; enfin, début 2019, entre **North Cork Co-op Creameries** et **Newtownsandes Co-op**. **Aurivo** annonce un plan d'investissement de 48 millions € sur 5 ans, comprenant l'extension de la capacité de séchage du site de Ballaghaderreen pour 26 millions € et la mise en place d'un atelier de conditionnement de lait liquide à Killygordon pour 7 millions €. Le groupe chinois **Emeri Nutrition** consacre 15 millions € à la construction d'une usine de lait infantile à Navan. **Glanbia Cheese**, filiale de **Glanbia plc** et **Leprino**, prévoit d'investir 130 millions € à Portlaoise pour fabriquer de la mozzarella. **Glanbia Ingredients** investit 30 millions € dans un projet de valorisation de perméat de lactosérum. **Glanbia Ireland** investit 160 millions € pour accroître la capacité de séchage de son site de Belview. Plus récemment, début 2019, il annonce un partenariat avec le groupe néerlandais **A Ware** pour implanter un atelier de fabrication de fromages de type édám et gouda à Belview, moyennant un investissement de 140 millions €.

EN ESTONIE, le trader néerlandais **Interfood** prend une participation de 25% dans **E-Piim**, qui investit 100 millions € dans la construction d'un nouveau site de fabrication de fromages et poudres de lait.

EN LITUANIE, **Vilkyskiu Pienine** annonce un projet d'agrandissement de son site de transformation à Taurage, moyennant un investissement de 30 à 40 millions €.

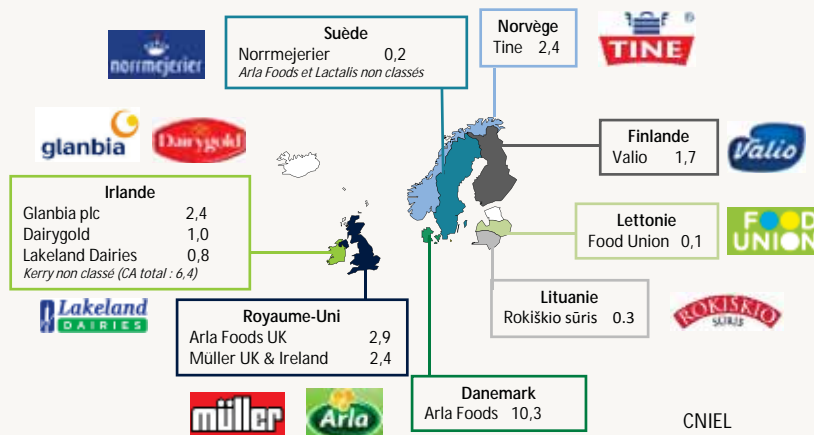
EN NORVEGE, **Tine** investit 19 millions € dans l'agrandissement de son site de Storsteinnes.

AU ROYAUME-UNI, **Arla Foods** annonce un investissement global de 82 millions € dans ses différentes usines britanniques, dont 56 millions € dédiés au développement de la fabrication de produits sans lactose sur son site d'Aylesbury. **Dairy Crest** investit 97 millions € dans la fabrication de fromages, dont 86 millions € spécifiquement pour le site de Davidstow. **Long Clawson Dairy** finalise l'agrandissement de son site de fabrication de stilton, moyennant 8 millions €. **Meadow Foods** accroît de 60% la capacité de son site de Peterborough, et acquiert le fabricant de matières grasses laitières anhydre **Roil Foods**. **Dairy Partners** investit 29 millions € pour accroître sa capacité de fabrication de mozzarella de son site de Stonehouse. **Müller** finalise la rénovation de son site de conditionnement de Bellshill moyennant 17 millions €.

EN SUEDE, **Arla Foods** annonce un montant global d'investissements de 78 millions €, dont 6 millions € dédiés à la valorisation du lactosérum sur le site Falkenberg, et 10 millions € dans la rénovation de trois fromageries localisées à Kville, Östersund et Falbygden. **Semper** investit 10 millions € pour tripler la capacité de fabrication de lait infantile de son usine localisée à Götene.

LES LEADERS LAITIERS EN EUROPE DU NORD

Chiffre d'affaires en 2017 en milliard €



Source : CNIEL

EUROPE DU SUD

EN ESPAGNE, Covap rachète l'usine de **Lactogal** localisée à Lugo. Dans le cadre d'un partenariat dans la valorisation du lait de chèvre avec **Agrial**. **Dcoop** investit 12 millions € dans deux usines de pré-concentration. **ICFC** consacre 10 millions € à la modernisation de son usine de crèmes glacées localisée à Alzira. **Iparlat** investit 20 millions € dans la construction d'une usine de jus végétaux à Corella. **Lácteos Cobreros** projette d'investir 7 millions € dans l'extension de ses capacités de transformation de lait de chèvre. **Lácteos del Jarama** accroît la capacité de son usine de fromages localisée à Fuente el Saz, moyennant 4,5 millions €. **Leche Gaza** investit 15 millions € dans le conditionnement de lait UHT de brebis et vache. **Leche Rio** planifie un investissement de 6 millions € sur son site de conditionnement de lait liquide localisé à Arteixo. **TGT** acquiert **Ruta Xacobe** et **Lácteos Pérez** pour 6 millions €. En parallèle, TGT investit 43 millions € dans la construction de 2 nouvelles fromageries à Karrantza en Espagne et Mariel à Cuba.

EN ITALIE, La coopérative sarde **Arborea** acquiert le fabricant de yaourt **Trentinalatte**. **Brimi** investit 30 millions € dans la construction d'une usine de traitement de lactosérum à Nieventi en partenariat avec le groupe **Loacker**. **Cooperlat** achète la marque de mozzarella **Migali** auprès du groupe **Ambrosi**. **Sterilgarda** consacre 30 millions € à l'extension de sa capacité de stockage sur le site de Castiglione delle Stiviere. **Granarolo** acquiert le grossiste britannique en produits alimentaires **Midland Foods**.

EN GRECE, **Epirus** acquiert le fromager **Domokos**. **Mevgal** investit 5 millions € dans une nouvelle ligne de fabrication de yaourts à Koufalia.

EUROPE DE L'EST

EN HONGRIE, **Alföldi Tej** cède à **Aldi** sa marque de produits laitiers **Kokárdás**. **Sole-Mizo** investit 6 millions € dans la construction d'un centre de R&D.

EN POLOGNE, **Hochland** installe un nouvel évaporateur dans son usine de Wegrowo pour 4 millions €. **Polmlek** investit 17 millions € dans un centre de R & D à Lidzbark Warminski. Le groupe saoudien **Sadafco** acquiert 76% du transformateur laitier polonais **Mlekoma** pour 28 millions €.

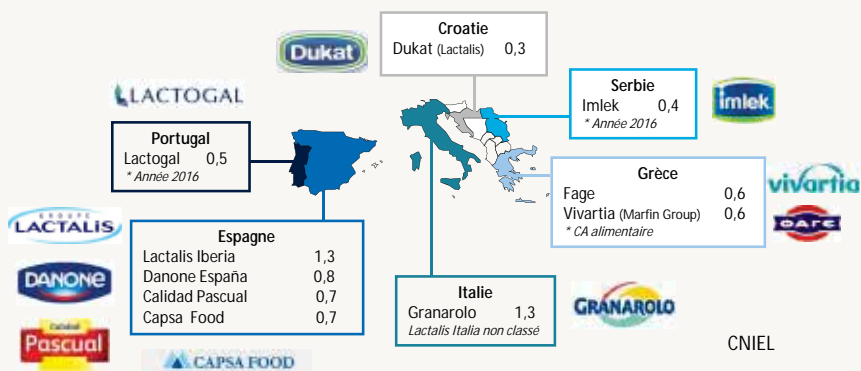
EN ROUMANIE, **Unilever** acquiert le fabricant de crèmes glacées roumain **Betty Ice**. Le groupe grec **Olympus** investit 20 millions € pour installer un atelier de fabrication de yaourts à Brasov.

EN SLOVAQUIE, **Schreiber Foods** cède **Zvolenska Mliekaren** à **Nexo Trade**.

EN REPUBLIQUE TCHEQUE, **Madeta** projette la construction d'ici 3 ans d'une nouvelle fromagerie à Plana, moyennant un investissement de 17 millions €.

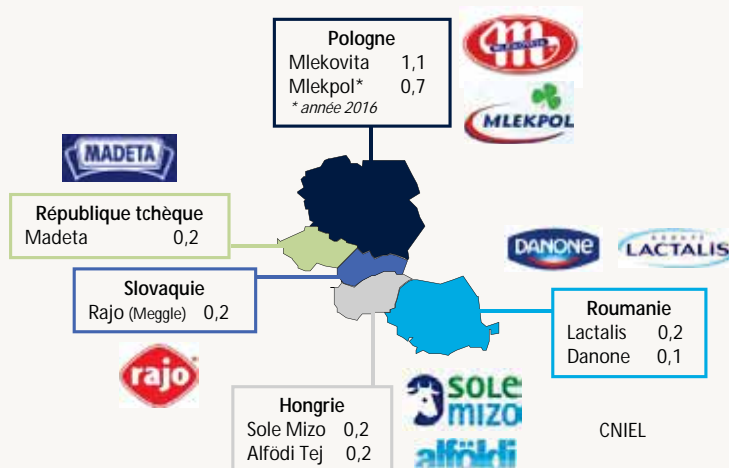
LES LEADERS LAITIERS EN EUROPE DU SUD

Chiffre d'affaires en 2017 en milliard €



LES LEADERS LAITIERS EN EUROPE DE L'EST

Chiffre d'affaires en 2017 en milliard €



LES PRÉVISIONS 2019

Production européenne résiliente

En 2019, la production européenne évoluera à l'inverse de la trajectoire suivie en 2018. Après avoir été entravée fin 2018 et début 2019 par les effets de la sécheresse, elle devrait croître de nouveau dès ce printemps.

Cependant, un Brexit sans accord risquerait de déstabiliser l'économie laitière européenne et ainsi chasser l'anticyclone qui s'est installé sur les marchés des ingrédients laitiers début 2019.



EUROPE 2019

BILAN D'APPROVISIONNEMENT DU MARCHÉ EUROPÉEN DU LAIT DE VACHE

	2015	2016	2017	2018e	2019p	2019/18
Vaches laitières en décembre (millions de têtes)	23,6	23,5	23,3	22,9	22,8	-0,6%
Approvisionnement (millions de tonnes équivalent lait)						
Production laitière	163	163	166	167	168	+0,7%
Collecte laitière	153	153	156	157,6	159,2	+1,0%
Variation de stock	0,9	0,8	0,2	0,4	-0,5	
Importations	1,1	1,2	1,0	1,0	1,0	=
Exportations	18	18	19	18,7	19,7	+5,2%
Utilisation européenne	145	145	147	148,5	149,6	+0,8%
Fabrications (1 000 tonnes de produits)						
Fromages	9 961	10 156	10 218	10 244	10 448	+2%
Beurre	2 220	2 260	2 270	2 288	2 311	+1%
Poudres de lait	2 395	2 528	2 500	2 433	2 449	+1%
Poudre de lactosérum	2 100	2 050	2 100	2 100	2 121	+1%

e : estimations
p : prévisions

Source : GEB-Institut de l'Élevage d'après SSP, Douanes et prévisions propres

Baisse limitée du cheptel laitier désormais rajeuni

En 2018, le cheptel laitier européen a davantage baissé qu'en 2017, en raison de la sécheresse qui a obligé de leurs nombreux éleveurs à ajuster leur troupeau au plus près des disponibilités fourragères.

En 2019, le cheptel laitier européen, très rajeuni, baisserait faiblement avec une conjoncture laitière bien orientée. Les cessations laitières évolueront à un rythme modéré après une année économique 2018 plutôt mitigée. Les investissements dans des étables nouvelles ou plus grandes ne semblent pas relancés. Les capacités de logement sont presque saturées dans les principaux pays producteurs d'Europe du Nord, à l'exception de l'Irlande et de la Pologne où le dynamisme laitier ne faiblit pas et où le cheptel laitier continuera de croître. Il ne devrait plus baisser aux Pays-Bas où presque toutes les exploitations laitières sont désormais en conformité avec les normes environnementales. En Allemagne, au Danemark comme au Royaume-Uni, le cheptel, désormais fortement rajeuni, devrait aussi se stabiliser. Dans la plupart des pays de l'Est, la baisse tendancielle du cheptel, à l'œuvre depuis plusieurs années, devrait en revanche se poursuivre.

EUROPE 2019

En France, après avoir cédé près de 1% en 2018, le cheptel devrait, en 2019, continuer à s'éroder à un rythme au moins équivalent, compte tenu d'un nombre de génisses en recul. En Europe du Sud, notamment en Espagne et en Italie, l'effectif de vaches laitières devrait poursuivre son repli structurel. En somme, le cheptel de l'UE-28 devrait peu diminuer : de 125 000 vaches, soit -0,6%/2017 selon nos estimations, à 22,8 millions de vaches laitières fin 2019.

Collecte relancée dès ce printemps

Ralentie durant l'automne 2018, la production laitière européenne l'est restée jusqu'en février (-1% par rapport au très haut niveau de l'hiver précédent). Mais, elle pourrait rebondir dès mars grâce à une météo douce et humide propice à une production herbagère précoce et grâce à un prix du lait bien orienté avec la remontée concomitante des cours du beurre et de la poudre maigre. Auquel cas, la collecte européenne pourrait égaler au 1^{er} semestre celle de 2018.

Au 2nd semestre, la reprise de la croissance de la production européenne se prolongerait voire s'intensifierait, sauf nouvelle sécheresse exceptionnelle durant l'été, et dans l'hypothèse la plus probable d'une bonne conjoncture laitière. D'un côté, la demande internationale en produits laitiers devrait demeurer bien orientée même si la croissance économique mondiale s'annonce moins forte qu'en 2018. De l'autre, la croissance de la ressource laitière sera globalement modérée dans l'ensemble des autres grands bassins exportateurs (États-Unis, Mercosur, Océanie), auquel cas les marchés des ingrédients laitiers pourraient connaître une trajectoire plus favorable et plus équilibrée qu'en 2018. Dans ce scénario, le prix du lait serait supérieur à celui de 2018, et donc stimulant. Au 2nd semestre, la collecte européenne pourrait ainsi progresser de +2%/2018, auquel cas la collecte annuelle de l'UE-28 progresserait de +1%/2018, avec une croissance toujours forte en Irlande et en Pologne (+2 à +5%), modérée en Allemagne, au Danemark, au Royaume-Uni, mais aussi aux Pays-Bas (entre +1 et +2%). Elle pourrait être stable ou faiblement croissante en France, en Espagne et en Italie (= à +1%) et continuer de baisser dans la plupart des pays de L'Est et en Scandinavie.

Le supplément de collecte européenne annuelle, estimé alors à 1,6 million de tonnes de lait, serait principalement transformé en fromages (+2%) et secondairement en beurre et poudre maigre

(+1%/2017) ; les fabrications de produits de grande consommation (laits et crèmes conditionnés, laits fermentés) évoluant faiblement.

Les fabrications supplémentaires seraient pour moitié commercialisées sur le marché européen et pour moitié exportées sur les pays tiers. La consommation européenne évoluerait modérément, de +0,8% à 149,7 millions de tonnes équivalent lait grâce à une hausse de +0,5% par habitant, à 291 litres équivalent lait, et à la croissance démographique (+0,3%). Les importations seraient stationnaires proches du million de TEL dans l'UE-28.

Exportations relancées

Les exportations de produits laitiers seraient relancées grâce à des disponibilités abondantes et à une bonne demande internationale. Elles pourraient progresser de 1,0 million de TEL à 19,7 millions de TEL. Les exportations de fromages progresseraient de nouveau, après avoir plafonné, de +2% à 850 000 t et les stocks de fromages seraient stabilisés. Celles de beurre remonteraient à près de 200 000 t et celles de poudre maigre progresseraient aussi à près de 880 000 t grâce à des disponibilités abondantes et compétitives, si bien que les stocks tomberaient à 200 000 t (moitié moins qu'au plus haut fin 2017). Les exportations de poudres grasses et de caséines se maintiendraient.

Le Brexit, une épée de Damoclès sur les marchés laitiers

Nos prévisions sont raisonnées à périmètre inchangé de l'UE et dans un contexte international plutôt favorable. Or deux inconnues peuvent les infléchir plus ou moins fortement. Tout d'abord l'issue du Brexit. Selon l'option (*hard*, *soft* ou reporté), il sera plus ou moins impactant sur les relations commerciales entre l'UE-27 et le Royaume-Uni et sur l'équilibre des marchés européens. L'UE-27 exporte au Royaume-Uni pour 3,5 milliards d'euros de produits laitiers, soit l'équivalent du tiers de la consommation nationale britannique. Ensuite les relations diplomatiques entre les principaux grands blocs (Chine, États-Unis, Russie, UE) ont une influence grandissante sur la conjoncture économique internationale, et par voie de conséquence sur celle des produits agricoles et laitiers. Or l'ambiance semble plutôt aux « va t'en guerre » commerciale en cette fin d'hiver 2019.



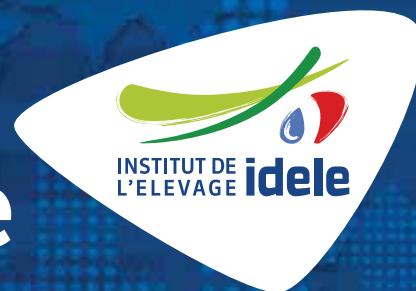
DOSSIER ANNUEL

BOVINS LAIT

Année 2018
Perspectives 2019

N° 496
18 €

Économie de l'élevage



SÉLECTION DE PARUTIONS RÉCENTES DES DOSSIERS ÉCONOMIE DE L'ÉLEVAGE (GEB)

Dossier annuel Bovins viande 2018.

Perspectives 2019. N° 495 - Janvier 2019

Dossier à paraître. Le lait dans les montagnes en France et en UE. N° 494 - Décembre 2018

Dossier à paraître. Ukraine : les productions animales. N° 493 - Novembre 2018

Dossier Chine. La filière laitière. N° 492 - Octobre 2018

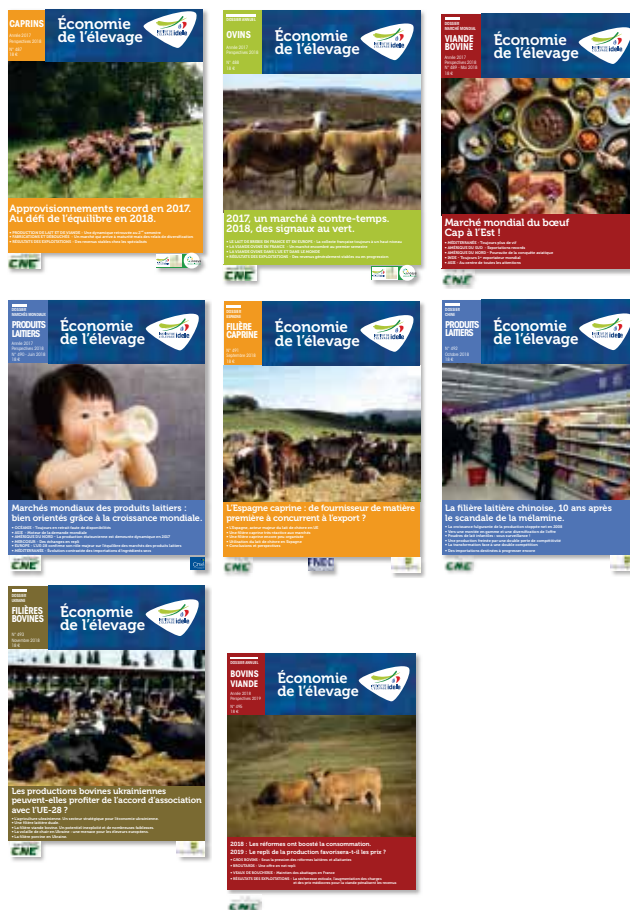
Dossier Espagne. La filière laitière caprine. N° 491 - Septembre 2018

Dossier marchés mondiaux des produits laitiers en 2017. Perspectives 2018. N° 490 - Juin 2018

Dossier marché mondial de la viande bovine 2017. Perspectives 2018. N° 489 - Mai 2018

Dossier annuel Ovins 2017. Perspectives 2018. N° 488 - Avril 2018

Dossier annuel Caprins 2017. Perspectives 2018. N° 487 - Mars 2018



Conception de la maquette : Béta Pictoris (beta.pictoris@free.fr) - Évolution de la maquette : Marie-Thérèse Gomez

Mise en page et iconographie : Leila Assmann

Crédits photos : Couverture ©Philippe Prudhomme - Adobe Stock - ©P2-3-4-5 DR Institut de l'Élevage - ©P2 CNIEL_S_FRAISSE - ©P5 FranceAgriMer - ©P16_Lye_Fotolia - ©P17Coutausse_Cniel - ©P18 Lucie Page - ©P19-20_M.Laurent_Institut de l'Élevage - ©P21 Troupeau_C MAIGRET_Institut de l'Élevage - ©P22 P.DUREUIL_CNIEL - P23 ©L.GUENEAU_CNIEL - ©P32 CNIEL_S_FRAISSE - ©p36 Cyril Novello_Flickr - ©P37 A Ploumilliau © melina1965_Flickr -

Directeur de la publication : Martial Marguet

Imprimé à Imprimerie Centrale de Lens - N°ISSN 1273-8638 - N° IE 0019501008

Abonnement : 160 € TTC par an : Technipel - Email : technipel@idele.fr - Tél. : 01 40 04 51 71

Vente au numéro : 10 € le téléchargement sur <http://www.idele.fr> - <http://technipel.idele.fr>

Confédération
Nationale de l'Élevage
CNE